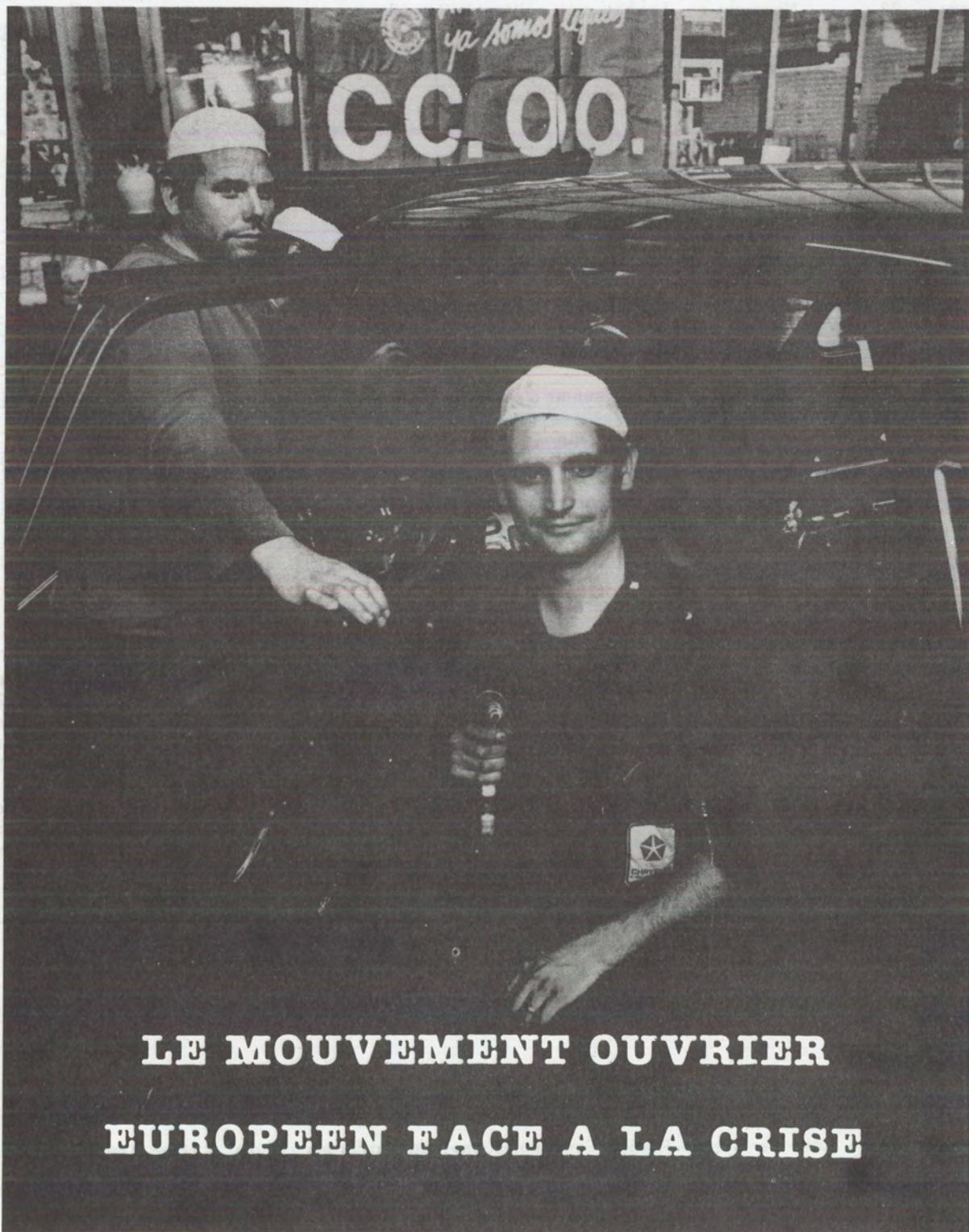


Bimensuel n° 90 du 3 décembre 1980 — 10 FF - 70 FB - 6 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



**LE MOUVEMENT OUVRIER
EUROPEEN FACE A LA CRISE**

Sommaire du numéro 90 du 3 décembre 1980

Page 3	France :	Le PCF et l'élection présidentielle	Pierre FRANK
Page 10	Italie :	Le bilan de la lutte de la FIAT	Document
Page 15	Espagne :	Quelle lutte contre le chômage ?	Andreu FIGUERES
Page 22	Nicaragua :	Les bourgeois quittent le Conseil d'Etat	Michel ROVERE
Page 26	Pologne :	Les travailleurs polonais imposent « Solidarité »	Cyril SMUGA
Page 27		Un article de « Barricada » (Managua)	
Page 28		Un article de « Bohemia » (La Havane)	
Page 30	Salvador :	Reportage dans une zone libérée	Lars PALMGREN
Page 33		Entretien avec Ruben Zamorra	
Page 35	Australie :	Un vote contre l'austérité	Jim PARKER
Page 37	Iran :	Le programme d'action du HKE	Document
Page 38	Turquie :	Le bilan répressif de deux mois de dictature	Pierre CHARDIN
Page 40	G.-B. :	80 000 contre les Cruise missiles !	Phil HEARSE

ABONNEMENTS 25 NUMEROS PAR AN

VERSEMENT :
Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de PEC
(~~Presse-Edition-Communication~~)
VIREMENT à :
PEC - BNP Agence Robespierre
153, rue de Paris
93100 - MONTREUIL
Compte no : 230 179/90
PEC - 2, rue Richard Lenoir -
93100 - MONTREUIL - France

Pour tous les pays: 180 francs français; par avion: Europe, 245 francs français; Amérique et Afrique, 230 francs français; Asie, 245 francs français; Afrique du Nord, 200 francs français; Moyen-Orient, 200 francs français. Pli fermé: France, 250 francs français; tous les autres pays, 280 francs français; par avion, nous écrire.

Nom
Prénom
Adresse

Le PCF et l'élection présidentielle



LA situation politique en France est d'ores et déjà dominée par l'élection du président de la République au suffrage universel, qui aura lieu en mars-avril 1981. Les partis achèvent leurs préparatifs (désignation des candidats, thèmes de la campagne, préparation du matériel...), les médias y consacrent déjà beaucoup de temps, réunions et manifestations commencent à se multiplier.

Pierre FRANK

Mentionnons succinctement la situation économique et sociale dans laquelle se déroulera cette élection. En premier lieu, le nombre des chômeurs s'établit entre 1,5 et 2 millions et ne diminuera certainement pas d'ici là, les concentrations d'entreprises se multiplient ainsi que les faillites et fermetures d'usines. L'inflation que le gouvernement mettait au premier rang de ses préoccupations atteint un chiffre proche de 15 % et la seule façon qu'il a de le diminuer est de modifier les calculs de l'indice. Alors que jusque vers la fin de 1977, les travailleurs avaient pu maintenir leur niveau de vie, ce dernier a déchu depuis plus de deux ans, même si ce n'est pas aussi fortement que dans d'autres pays européens ; pour la première fois, le chef du gouvernement, Barre, vient de déclarer cyniquement que l'année 1981 ne verra pas le maintien du pouvoir d'achat — celui des gens qui gagnent leur vie par leur travail, cela va de soi. L'offensive pa-

tronale contre les travailleurs et leurs organisations syndicales se poursuit de plus en plus vigoureusement avec l'aide de l'Etat ; des délégués ouvriers élus dans les entreprises, qui disposaient d'une certaine immunité contre les licenciements, en sont désormais privés et licenciés en très grand nombre.

Toute une série de libertés et de droits acquis jadis de haute lutte sont rognés : offensive contre le droit de grève, emploi de forces armées pour évacuer les usines occupées par des grévistes ; droit d'asile pratiquement supprimé ; mesures accrues contre les étrangers travaillant en France ; aggravation du Code pénal ; nouvelles lois pour donner à la police des pouvoirs exorbitants ; reprise en main des universités, etc.

Au sommet de la société, les scandales se multiplient (affaire Bokassa, affaire de Broglie, népotisme, spéculation boursière...) Sur injonction de Giscard — personnellement compromis dans certains de ces scandales —, la grande presse, sauf rares exceptions, et les autres médias (ra-

dio, TV) font le silence. Le régime actuel, c'est au fond celui de Pétain, celui de Vichy, à qui toutefois fait défaut le soutien de l'occupation nazie. Dans cette atmosphère, il n'est pas surprenant que les groupes numériquement très faibles de néo-nazis se livrent impunément à toutes sortes d'exactions. Il n'y a pas eu que l'attentat mondialement connu contre la synagogue de la rue Copernic ; on a beaucoup moins parlé de nombreuses ratonnades contre les Arabes pas seulement de la part de quelques nazis, mais par des flics en tenue, dans quelques cas avec la passivité de couches arrières de la population. La bienveillance du gouvernement n'est pas douteuse en cette matière. Les secrétaires de deux syndicats de policiers qui groupent la majorité de ce personnel ayant dénoncé, après l'attentat de la rue Copernic, la présence de plusieurs dizaines de néo-nazis dans la police, le ministre de l'Intérieur n'a trouvé à répondre qu'en ergotant sur leur nombre et... en poursuivant devant les tribunaux ces secrétaires syndicaux. Que peut-il y avoir de plus caractéristique du personnel gouvernemental que ce lapsus de Barre au lendemain de l'attentat en question où il a parlé d'« un attentat qui visait des israélites se rendant à la synagogue et qui

a frappé des Français innocents » ? Il n'est pas besoin d'être un connaisseur ou un adepte de Freud pour savoir combien ce lapsus est révélateur des sentiments les plus profonds de celui qui l'a commis.

Le plus récent acte significatif de ce gouvernement est la poursuite engagée contre *le Monde* pour cinq articles parus en trois ans, non pas à titre de délit de presse mais comme un délit de droit commun pouvant entraîner une peine de prison. Et pourquoi cela ? Parce que *le Monde* a notamment révélé ce qui a tout l'air d'une forfaiture, à savoir le retrait à l'insu d'un inculpé de scellés de son dossier, l'ouverture de ces scellés et leur mise à l'écart de manière que l'inculpé ne puisse plus les mentionner devant le tribunal : il est vrai que ces scellés étaient relatifs à l'affaire Bokassa, et aux diamants dont ce dernier avait fait cadeau à Giscard.

A la différence de ces scandales, la situation économique et sociale et la politique suivie à leur sujet par l'actuelle coterie dirigeante, dont on ne peut écrire ou prononcer les noms sans se boucher le nez tant ils sentent mauvais, soulèvent des inquiétudes et des divisions dans les milieux politiques de la bourgeoisie. Certains n'ont

pas oublié comment Mai 68 a éclaté de façon inattendue. La majorité parlementaire qui soutient formellement le gouvernement est tout aussi divisée que le sont aujourd'hui le PS et le PC. Entre Chirac et Giscard, il n'y a pas d'amitié perdue. En vue de l'élection présidentielle, le RPR a préparé un livre exposant ses positions sur les problèmes économiques et sociaux. En le présentant à la presse, le conseiller économique de ce parti, Méo, a déclaré : « *Une certitude est que la politique actuelle du gouvernement mène la France à la faillite et à la révolution* » (*le Monde*, 22 octobre 1980).

Même si l'on fait la part d'une certaine outrance verbale dictée par les besoins électoraux, il s'y exprime une inquiétude réelle, véritable.

Incontestablement, à tirer longtemps et très fort sur la corde, celle-ci finira par casser. Mais la classe ouvrière qui, en 1977 encore, espérait pouvoir se débarrasser électoralement de Giscard et dont le potentiel de combativité continue à se manifester épisodiquement, paraît aujourd'hui réduite à une défensive à laquelle, dans son ensemble, elle ne voit pas d'issue pour le moment. Elle résiste de son mieux à l'extension du chô-

mage, aux atteintes à son niveau de vie, mais elle ne le fait que dans des combats limités, partiels. Dans la conjoncture de crise économique, il faudrait offrir à la résistance ouvrière une perspective globale pour transformer cette défensive en contre-offensive, il faudrait une perspective politique crédible (celle d'une grève générale pour chasser Giscard) parce qu'il n'y a pas d'issue effective sur le plan strictement économique à présent. Depuis la rupture de l'Union de la gauche au cours de 1977-1978, la classe ouvrière qui voyait dans la victoire de celle-ci une perspective politique (si illusoire qu'elle ait pu être aux yeux des militants révolutionnaires), se trouve face aux partis ouvriers traditionnels qui ne lui offrent rien d'autre que des déchirements violents entre eux, s'aggravant encore davantage au fur et à mesure que l'élection présidentielle se rapproche.

LE SECOND TOUR, UNE INCONNUE

Ajoutons quelques indications générales sur les conditions dans lesquelles se présente cette élection. Le gros des voix se partagera entre quatre candidats, Giscard pour l'UDF, Chirac pour le RPR, Mitterrand pour le PS et Marchais pour le PC. On annonce de très nombreuses autres candidatures, depuis celles de l'extrême droite jusqu'à celles de l'extrême gauche, en passant par celles de bourgeois en rupture avec les partis, d'écologistes, etc. Le gouvernement ayant fait voter une loi exigeant que chaque candidature soit appuyée par 500 députés, sénateurs, conseillers généraux ou maires, au lieu de 100 précédemment, ces signatures devant figurer au *Journal officiel*, et les préfets ne manquant pas d'exercer leurs pressions, pour ne pas dire leurs menaces, il faut attendre les semaines précédant l'élection pour savoir quels candidats auront pu franchir les obstacles créés par le gouvernement.

Les sondages faits par des officines qui sont le plus souvent au service de grands groupes capitalistes donnent Giscard gagnant d'une assez courte tête. En fait, comme par le passé, le résultat final dépendra du déplacement vers la droite ou vers la gauche de trois à cinq cent mille voix. La division ouvrière favorise sans aucun doute Giscard et nuit aussi bien au candidat socialiste qu'au candidat communiste. Malgré cela, on ne peut pas dire que le résultat soit déjà dans la poche de Giscard. Dans les prochains six mois environ, non seulement beaucoup de choses peuvent se passer sur le plan économique et social notamment, mais d'autres facteurs peuvent également jouer. A l'égard de Giscard il existe

Michel Rocard ou le naufrage de l'amiral de Conflans-Sainte-Honorine.





Mitterrand, campagne après campagne.

en effet un malaise grandissant et aussi un certain écœurement pour ses scandales et son attitude méprisante, malaise qui affecte aussi de larges couches bourgeoises et petites-bourgeoises. Ces sentiments pourront se manifester avec plus ou moins d'ampleur au second tour, tout comme les conséquences de la division ouvrière. Toutes les voix communistes — comme nous le verrons plus loin — ne se reporteront pas cette fois-ci quasi automatiquement sur le candidat socialiste ; mais toutes les voix de Chirac et d'autres candidats bourgeois ne se reporteront pas non plus automatiquement au second tour sur Giscard pour diverses raisons.

Certains gaullistes craignent non sans raison qu'un second septennat de Giscard ne signifie la mort de la formation gaulliste, nombre d'élus de celle-ci cherchant dans ce cas leur soutien chez celui qui a à sa disposition sinécures et prébendes de l'Etat et qui a montré qu'il sait s'en servir.

LA DIVISION DES PARTIS OUVRIERS

Le sort de Giscard serait très probablement réglé à ses dépens s'il n'y avait, œuvrant en sa faveur, la politique suivie par chacun des deux grands partis se revendiquant du socialisme. En 1978, dans les mois qui suivirent la rupture de l'Union de la gauche, les électeurs socialistes et communistes se montraient assez indifférents à cette rupture sur le plan

D'autres sont prêts à jouer la carte du pire, c'est-à-dire à faire ou laisser élire Mitterrand en pensant (certains le disent même publiquement) que celui-ci ne fera qu'ajouter au désordre actuel et que, comme ce fut le cas dans le passé avec des gouvernements de gauche, au bout de deux ou trois ans de tels gouvernements on fera appel à eux et qu'ils constitueront alors, pour employer leur expression, le « recours », c'est-à-dire ceux qui remettront la maison en ordre. Ainsi, la grande inconnue de la prochaine élection, ce sont les reports de voix au second tour ; il s'ensuit que les candidats et leurs partis ne songent pas seulement à obtenir le maximum de voix au premier tour, mais aussi au cours de leur campagne à faciliter dans la mesure du possible des glissements favorables des électeurs pour le tour suivant ; il n'y a que le PC, comme nous le verrons, qui se veut seul contre tous.

électoral, et reportaient sans pertes sensibles leurs votes sur le candidat le mieux placé au premier tour. Il n'en est plus de même à présent ; indépendamment des consignes de vote que peuvent donner ces partis, on s'aperçoit dans des élections partielles récentes qu'il y a de sérieuses pertes de voix au second tour, qu'il s'agisse des voix communistes pour le

candidat socialiste ou des voix socialistes pour le communiste.

Comment se présente actuellement l'affrontement de ces deux partis ? En ce qui concerne le PS, nous avons signalé la lutte engagée en son sein par Rocard contre Mitterrand pour devenir le candidat du parti. Comme nous le pensions dès le début, c'est Mitterrand qui sera finalement le candidat. Passons sur les savantes manœuvres qui ont permis à ce dernier de bloquer son rival que son ambition a fait agir très précipitamment et, parfois, de façon comique (1). Politiquement, Rocard entendait présenter un programme technocratique susceptible de gagner des voix à droite ; Mitterrand entendait rester fidèle à sa perspective du Congrès d'Epinais, à savoir développer son influence avant tout à gauche, y compris aux dépens du PC, pour forcer celui-ci à revenir à une politique d'alliance de facto avec le PS, en s'inclinant devant le rapport de forces ainsi créé. La conduite de Mitterrand lui est dictée, d'une part par la faillite de la politique d'alliance avec les centristes poursuivie par Guy Mollet au cours de la IV^e République et qui a presque coûté la vie au parti, d'autre part par les événements de Mai 68, par cette grève générale qui aurait pu jeter bas le régime capitaliste.

Mitterrand a compris, d'un point de vue de réformiste à l'égard du capitalisme, que la bourgeoisie françai-

se avait besoin d'un fort parti socialiste à l'instar de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, etc., car le PC, bien que réformiste, ne présentait pas de garanties suffisantes pour contenir un trop puissant mouvement de masse. Il a compris aussi qu'un fort parti socialiste devait se tourner vers le PC pour remonter le courant, pour rééquilibrer le rapport de forces, et ensuite pour surclasser ce parti. Le changement de politique de la direction du PC n'a pas changé la perspective de Mitterrand, sauf à vouloir se maintenir encore plus près du PC en politique intérieure et à continuer à se dire favorable à l'Union de la gauche. Il a également compris que la politique préconisée par Rocard ferait on ne peut mieux le jeu de la direction du PC et ne manquerait pas de provoquer tôt ou tard une scission dans le PS même. Il n'est donc pas étonnant que Mitterrand se soit déjà adressé et s'adressera plus fortement encore aux électeurs communistes pour leur demander de ne pas suivre — au second tour il va sans dire — la politique qu'il qualifie d'« insensée » de la direction du PC. Il a tenu son pari d'Épinay de renverser le rapport de forces électoral vis-à-vis du PC. Le portera-t-il à un niveau plus élevé et, surtout, réussira-t-il à le faire dans la classe ouvrière elle-même, particulièrement sur le plan syndical qui est le plus important en la matière ? Seules les circonstances futures le montreront.

LA POLITIQUE REFORMISTE HYPER-SECTAIRE DU PC

A présent, le PC pratique à l'égard du PS une politique totalement opposée à celle qu'il avait recherchée puis suivie pendant une vingtaine d'années. Dans ce temps-là, il avait formellement abandonné la dictature du prolétariat qui n'était plus depuis longtemps qu'une vieille relique, il s'était prononcé pour le développement de l'énergie nucléaire et des armements atomiques. Il n'est pas revenu sur tout cela, il s'enfoncé même de plus en plus dans un nationalisme qui atteint à présent une demande de suppression de toute immigra. on, pas seulement dans les municipalités communistes, au moment où se renforcent dans les couches arriérées de la population des courants racistes, xénophobes, antisémites. Il défend à cor et à cri toutes sortes de revendications de toutes sortes de catégories en l'absence d'un programme général et d'une perspective tant soit peu crédible, ce qui donne à son activité un aspect démagogique d'une pêche poujadiste aux mécontents, sans la moindre tentative d'éducation politique. Après que le PC se fut maintenu pendant des mois sans grande activité exté-

rieure, Marchais se lance dans une ronde échevelée de meetings et prend la tête de manifestations — qui restent sans effet sur la marche de la lutte des classes — dans le seul but de récolter des suffrages.

Dans les mois qui ont suivi la rupture de l'Union de la gauche, la direction du PC paraissait placer quelques limites à sa politique anti-PS. Elle ne voulait pas l'étendre, semblait-il, aux municipalités d'Union de la gauche ; cela est désormais très largement oublié, de part et d'autre d'ailleurs. Il y a bien pis. Dans les premiers mois de 1978, le congrès de la CGT se différencie quelque peu de la politique anti-unitaire du PC et se prononçait pour une plus grande liberté d'expression au sein de cette centrale syndicale. Pendant un temps, la direction du PC s'en accommoda en se lançant dans une course à qui interviendrait le premier, le parti ou les syndicats CGT, dans les entreprises, plus particulièrement lors des grèves. A présent, la CGT a été entraînée dans le sillage anti-unitaire du PC. Le pacte entre la CGT et la CFDT établi depuis plusieurs années est désormais rompu au sommet et, malheureusement déjà trop souvent, à la base. La direction de la CFDT y a aussi contribué considérablement, en se prononçant pour un « recentrage », c'est-à-dire des positions réformistes très accentuées. La direction Maire est proche des positions défendues par Rocard dans le PS. Maintenant la direction du PC est sur la voie de faire un pas dangereux dans le domaine syndical. Depuis qu'a commencé la campagne électorale, on assiste à des démarches qui visent à associer sous une forme appropriée la CGT à la candidature Marchais, en se moquant délibérément de l'opinion des travailleurs socialistes qui y adhèrent. C'est une affaire qui n'est pas encore définitivement tranchée, la décision sera probablement prise avant la fin de l'année. Si la CGT s'associait à la campagne électorale du PC, il est douteux qu'elle lui apporterait beaucoup de voix, par contre elle s'en trouverait par la suite certainement très affaiblie.

A la Conférence nationale du Parti communiste qui a adopté la candidature Marchais, l'objectif a été clairement avoué : « Renforcer le parti », retrouver par tous les moyens un rapport de forces favorable vis-à-vis du PS ; « Le déséquilibre de la gauche au bénéfice du Parti socialiste, la force insuffisante du Parti communiste, ont engendré la division et la défaite » a déclaré Fiterman, dans son rapport à cette Conférence nationale. Il ajoute encore : « Le premier tour sera décisif. Les forces rassemblées autour du candidat communiste, les voix rassemblées sur son nom,

ce sera la clef du changement. » A aucun moment, la direction du PC n'envisage de mettre en question sa politique. Plus encore, si les travailleurs ne la suivent pas, ils connaîtront le pire, par leur faute : « Nous le disons nettement aux travailleurs : jusqu'ici ils n'ont pas donné à notre parti assez de forces pour qu'il obtienne une place suffisante, sa place, pour qu'il pèse d'un poids suffisant en leur faveur, en faveur du changement. » (Fiterman, rapport à la Conférence nationale, *Humanité*, 13 octobre 1980.) « Si le Parti communiste n'augmente pas sa force et son influence, s'il n'obtient pas la place correspondante, la classe ouvrière, les travailleurs, le peuple ne connaîtront que la poursuite des difficultés et des désillusions. » (Marchais, discours à la Conférence nationale, *Humanité*, 13 octobre 1980.)

Autrement dit, travailleurs, vous avez fait la grève générale en Mai 68, de nombreuses luttes depuis, mais tout cela ne vaut pas un grand nombre de suffrages. Si vous ne nous en donnez pas davantage, vous aurez voulu les désillusions et les défaites qui vous attendent. Ce sera de votre faute, pas celle de notre politique. Il est difficile d'imaginer langage plus platement électoraliste et plus scandaleux.

Le premier tour sera décisif, dit la direction du PC ; c'est sa façon d'escamoter sa réponse aux problèmes qui se poseront pour le second tour. Le second tour, c'est un faux problème, dit Fiterman. L'équivoque sur ce point est voulue. La direction du PC ne veut pas dire franchement qu'elle n'appellera pas à voter pour le candidat socialiste au second tour, elle veut se laisser une possibilité de se désister à la toute dernière minute, si cela pouvait lui rapporter quelque chose. Mais, quand on déclare *urbi et orbi* que le PS au pouvoir ne ferait pas une autre politique que Giscard, quand on lutte pour « l'unité de la classe ouvrière » seulement derrière le PC et contre le PS, il est évident que l'on veut convaincre les travailleurs que Mitterrand ou Giscard, c'est bonnet blanc et blanc bonnet, et c'est au fond marquer sa préférence pour la réélection de Giscard, ce dont quiconque a les yeux ouverts est conscient.

Dans une interview au *Monde*, le président du groupe parlementaire communiste, Ballanger, a déclaré qu'il ne voterait pas au second tour pour un candidat socialiste atlantiste — comme s'il pouvait y avoir le moindre doute sur la position de Mitterrand en cette matière. En effet, lors de la signature du pacte de l'Union de la gauche en 1972, la direction du PC avait accepté une formule de compromis comportant l'ac-



Avec Georges Marchais en septembre 1978

Georges Marchais et Henri Fiszbin, quand l'union n'était pas encore un combat.

ception du Pacte atlantique. La direction du PC qui, pendant un temps, avait pris des distances avec beaucoup de précautions à l'égard de l'Union soviétique, est revenue à un alignement presque total sur le Kremlin. Elle n'a « reconnu » les syndicats polonais de *Solidarnosc* qu'après que la direction du parti polonais l'ait fait et, aujourd'hui encore, elle ne publie rien d'autre que ce que publie la presse officielle de Pologne. Elle a également mis une sourdine sur la répression des non-conformistes en Union soviétique.

Au lendemain de la Conférence nationale qui a approuvé sa candidature, Marchais a déclaré à la télévision que le désistement au second tour, au nom de la « discipline républicaine », était une « formule périmée ». La question du second tour tend à polariser les discussions. Ce n'est pas, pour nous, en soi la question des questions, une élection ne pouvant changer un régime social. Mais, derrière elle, se pose une question fondamentale pour le mouvement ouvrier français, celle de l'unité d'action de la classe ouvrière, qui, dans les conditions présentes, doit prendre notamment la forme du front unique du PC et du PS. Face à la division politique de la classe ouvrière qui est un fait objectif, il n'est

pas de stratégie valable pour la lutte pour le pouvoir si elle ne vise à réaliser l'unité d'action de la classe. La tactique électorale doit nécessairement découler d'une telle stratégie. Dans le mode de scrutin à deux tours de la France, la tactique doit permettre à chaque parti ouvrier de se compter sur son programme au premier tour (2), et, au second tour, de faire une manifestation de classe sur le candidat ouvrier le mieux placé, ceci afin d'aider les travailleurs à faire, si possible, l'expérience de ce parti au gouvernement.

Il n'est pas question de « discipline républicaine », qui n'est pas une « formule périmée », mais qui a été une formule fautive de toujours du point de vue de classe : elle a son origine chez les partis bourgeois de gauche, lorsque jadis ceux-ci s'opposaient aux premières candidatures ouvrières proprement dites ; elle fut utilisée ultérieurement par les réformistes de tout poil pour couvrir une alliance avec la bourgeoisie de gauche. Les militants révolutionnaires lui opposent la formule « classe contre classe » (pas dans le sens que les staliens lui donnèrent pendant la « troisième période ») pour faire du second tour une manifestation unitaire des travailleurs contre la bourgeoisie. Le désistement au second

tour ne signifie en aucune façon un vote pour le programme du candidat pour lequel on se désiste, il ne peut pas non plus être conditionné à un quelconque accord programmatique (3) ; qu'on relise la *Maladie infantile* où Lénine préconise aux communistes britanniques de voter pour le Labour Party. La tactique présente du PC envers le PS dans les élections ne peut avoir d'autre effet que de punir les travailleurs qui votent PS pour leur vote (rappelons la substance des termes de Marchais et de Fiterman : vous n'avez pas donné suffisamment de votes au PC et vous en souffrirez) ; elle encourage d'autre part chez les socialistes des tendances à exercer des représailles contre les communistes. Les bourgeois sont les seuls à en profiter.

La direction du PC n'est pas sans savoir qu'une telle tactique électorale soulève des oppositions non seulement dans la classe en général, mais aussi parmi les membres du parti, y compris parmi ses cadres et dans son appareil. Aussi, à la Conférence nationale, outre les interventions à usage des propagandistes du parti, a-t-on entendu quelques interventions un peu plus élaborées à destination de ceux de ses membres que cette tactique inquiète. On peut d'abord entendre Fiterman critiquer

ceux qui voudraient s'en tenir à de « vieilles recettes » : « Nous avons décidé à notre XXIII^e Congrès de ne pas reprendre les sillons qui conduisent aux ornières dans lesquelles on verse, d'abandonner les vieilles recettes qui ont eu leur valeur mais qui l'ont perdue parce que la situation a changé. Nous laissons cela aux dogmatiques, aux rabâcheurs bêlants incapables de faire preuve d'imagination créatrice et d'audace combative. Ils retardent d'une guerre et même de plusieurs. Ils ont le goût de la défaite. Pas nous. » (Fiterman, *Humanité*, 31 octobre 1980.) Ne perdons pas de temps à rechercher l'imagination créatrice de Marchais & Co. Francette Lazard, membre du Bureau politique, se prononce pour des « réponses neuves », tout en laissant entendre que les masses pourraient ne pas les comprendre : « Cette situation appelle des réponses neuves sans modèle, sans que puissent être répétées ni simplement adaptées ou modernisées des formules qui furent positives en leur temps (...) Nous ne sommes pas assez forts pour avoir l'assurance que les chances du changement qui sont ouvertes soient saisies et bien saisies par le mouvement populaire... » (*Humanité*, 14 octobre 1980.)

Le secrétaire de la Fédération de Paris qui a remplacé Fiszbin à ce poste, Malberg, membre du CC, est aussi pour une « réponse nouvelle »,

en invoquant les expériences antérieures avec le PS : « On nous somme, dit Malberg, de renouer l'Union de la gauche, de rencontrer le PS. Mais alors, déclare-t-il, on fait l'impatte sur la réalité du PS. » Il estime que « répondre à ces sommations, ce serait aller à l'encontre du changement souhaité », qu'il faut aujourd'hui « apporter une réponse nouvelle » au problème de l'union. L'orateur rappelle la façon dont les socialistes ont rompu l'union par trois fois : « Au moment du Front populaire, à la Libération et en 1977... Voter pour le candidat communiste, c'est dix fois, cent fois plus efficace que de pleurer l'union disparue... » (*Humanité*, 14 octobre 1980.)

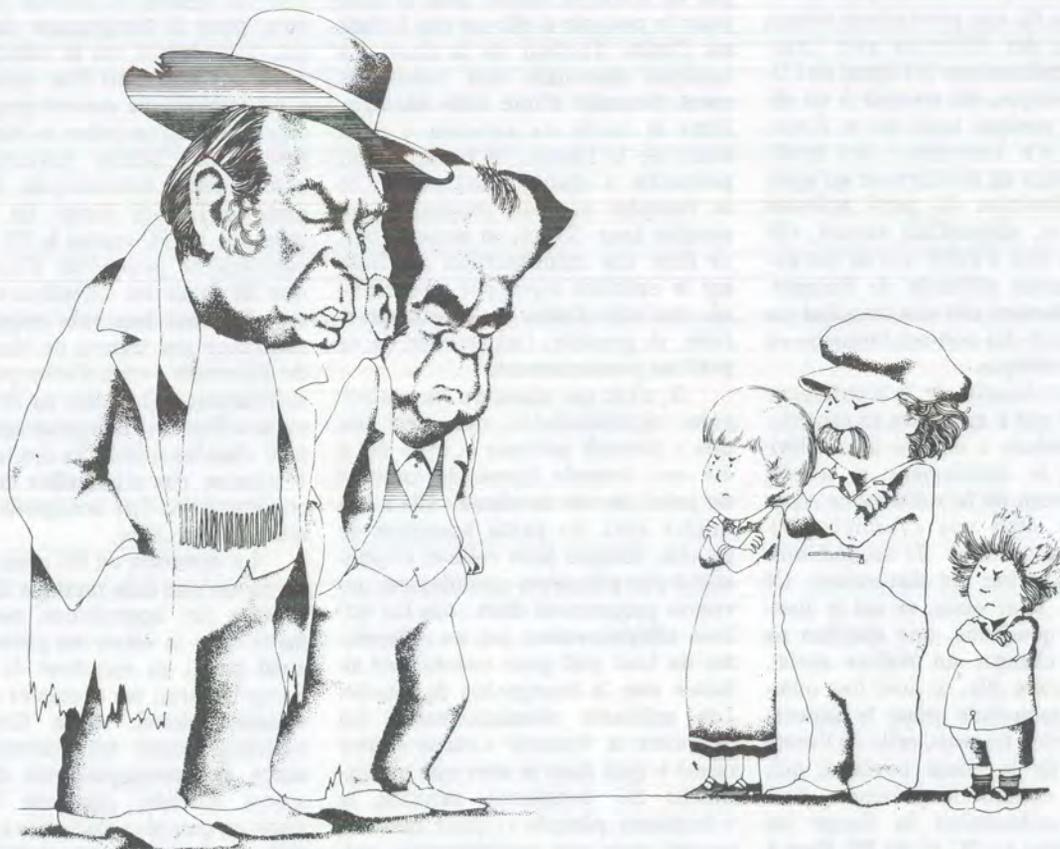
Remarquons que ce sont les accords passés avec le PS qui sont condamnés dans tous les cas, et non pas le programme sur lequel les accords se faisaient ni l'inclusion dans ces accords de partis bourgeois, c'est-à-dire la collaboration de classe sur ce programme. La collaboration de classe n'est donc pas condamnée ni pour le passé ni pour l'avenir.

Il n'est pas surprenant que cette accentuation de la politique anti-unitaire envers le PS a une fois de plus mis en mouvement les oppositions qui s'étaient manifestées à diverses reprises depuis la deuxième moitié de 1977 et qui n'avaient pas été résorbées malgré quelques sourires aux in-

tellectuels. Ces oppositions sont toujours politiquement disparates. Tandis qu'un Elleinstein s'est comporté depuis quelques mois comme s'il désirait être exclu du parti — ce qui vient d'être pratiquement décidé (4) —, les autres reprennent leurs critiques, notamment sur le régime du parti. L'ancien secrétaire de la Fédération de Paris, Fiszbin, avait demandé à présenter son point de vue à la Conférence nationale, ce qui lui fut refusé. Dans un article du *Monde*, du 11 octobre, il écrivait : « Georges Marchais a affirmé que Mitterrand élu ferait la même politique que Giscard d'Estaing. Une telle analyse révèle un abandon pur et simple de la politique unitaire du parti. »

Il mentionne aussi que les opposants étaient désormais invités à quitter volontairement le parti : « De divers côtés, ceux qui expriment leur refus d'accepter silencieusement l'état de choses actuel sont pressés de comprendre enfin qu'il n'y a rien à faire et sollicités de quitter le parti. On peut lire sous la plume du secrétaire général du parti une invitation du même ordre : "Les portes du parti sont ouvertes dans les deux sens". »

Ayant été par la suite exclu du bureau de la Fédération de Paris, par un vote du comité fédéral de 77 voix contre 12, Fiszbin a annoncé que, dans les conditions non démocratiques où a été prise la décision de la



Conférence nationale, il ne se sentait pas obligé de prendre part à la campagne électorale. Cette déclaration a reçu l'appui de plusieurs conseillers élus de la population parisienne.

On signale aussi que le PC martiniquais, un parti indépendant du PCF, qui appelait jusqu'alors les habitants de cette île, qui sont formellement citoyens français, à voter pour le candidat du PCF, a décidé de préconiser l'abstention. Nous ignorons encore les mobiles de cette décision qui peut encore être changée. Ils ne sont probablement pas directement reliés à la question des rapports PC-PS, mais cette décision témoigne d'un affaiblissement de l'influence du PCF sur le parti martiniquais.

Quant aux collectifs de « Union dans les luttes » qui comprennent des membres du PC, du PS, de la CGT, de la CFDT..., ils ont d'ores et déjà pris position en faveur d'un désistement au second tour pour le candidat ouvrier le mieux placé.

Qu'est-ce qui l'emportera entre une campagne dont les préparatifs et les premiers pas indiquent qu'elle aura une allure frénétique et qu'elle cherchera à accrocher quiconque est mécontent sans tenir compte de ce qu'il veut, et les résistances à la politique anti-unitaire et même au candidat du PC, y compris dans le parti — ce qui ne s'était encore jamais vu —, on ne pourra le savoir que le soir du scrutin. Même dans le cas — douteux à notre avis — d'un certain succès par rapport au score électoral du PS, la politique actuelle du PC, celle d'une gymnastique verbale sans perspective, d'agitation et de manifestations tonitrueuses, ne donnera, à échéance un peu plus longue, d'effets réels autres qu'épuisement et découragement de nombreux militants. Cette politique n'étant qu'une caricature de celle de la « troisième période » ne peut pas produire d'effets meilleurs que celle-ci.

Heureusement la situation est objectivement toute différente d'alors. Il n'y a pas de puissante montée fasciste. Le chômage n'a pas brisé les ressorts de la classe ouvrière. Bien qu'elle soit encore très faible et désunie, il existe une extrême gauche surgie de Mai 68 qui pourra jouer un rôle éminent, et peut-être même décisif, dans les grandes crises qui se préparent. Car l'élection présidentielle ne sera qu'un court moment dans la vie politique française, dont le résultat n'apportera pas de modifications profondes à la situation économique et sociale du pays. Par contre, elle entraînera inévitablement des tensions et des crises politiques, aucune formation n'en étant exempte, celles de la classe ouvrière notamment. La direction du PC mise peut-être sur une scission dans le PS au cas

où le candidat de celui-ci connaîtrait un nouvel échec. Mais elle a des illusions si elle pense qu'un certain succès électoral la remettrait d'aplomb pour une période un peu longue.

Le mécontentement grandissant du pays aura à se frayer une issue contre un régime dont la pourriture est flagrante, qui ne cherche de solution qu'aux dépens des masses et qui s'y prépare en renforçant ses forces de répression. Que les partis ouvriers traditionnels restent désunis comme ils le sont maintenant ou — hypothèse peu plausible — qu'ils se retrouvent unis une fois encore sur un programme réformiste comme du temps de l'Union de la gauche, c'est d'une

autre façon que se produira le changement voulu par l'écrasante majorité des masses travailleuses. C'est par l'intervention de celles-ci dans une lutte généralisée dirigée contre le pouvoir capitaliste que le changement se fera. □

15 novembre 1980

La Ligue communiste révolutionnaire (section française de la Quatrième Internationale) prépare, elle aussi, sa participation à la campagne électorale. Cela fera l'objet d'un article ultérieur.

- (1) Au début de l'année, se voyant déjà président de la République, Rocard, à la télé, donnait le poste de premier secrétaire du PS à Mauroy. Mais, en octobre, plongé dans la même vision, il daignait laisser ce poste à Mitterrand. Entre-temps, il se voyait envoyant la marine de guerre française croiser en mer Baltique au large des côtes polonaise...
- (2) L'OCI mène campagne pour une candidature commune PC-PS dès le premier tour. Outre la vanité de cette revendication, dans les conditions présentes, au nom de quel principe autre que celui, condamnable, du « parti unique », peut-on la revendiquer dans un scrutin à deux tours ? Ou bien n'est-ce qu'une étape

- avant d'appeler à voter Mitterrand dès le premier tour ?
- (3) Le PSU se prononce pour un désistement conditionnel, subordonné à un accord sur un certain nombre de revendications. C'est soit montrer une foi naïve dans les promesses d'un candidat qui veut avant tout être élu, soit faire preuve de peu d'attachement à son programme, du peu de valeur qu'on lui accorde, pour lui en substituer un autre au rabais.
- (4) Marchais avait déclaré, il y a bientôt trois ans, qu'il n'y aurait plus d'exclusions du PC. Cette promesse paraît ne plus devoir être tenue. On fait prononcer par la base l'exclusion ou le départ volontaire et le Comité central ratifie ensuite.



Le bilan de la lutte de la FIAT

Le texte ci-dessous est le document de bilan de la grève FIAT publié par les camarades de la LCR (section italienne de la IVe Internationale) après la sig-

nature par les directions syndicales, malgré l'avis majoritaire des travailleurs de l'entreprise, d'un accord qui satisfaisait l'essentiel du diktat patronal.

Tirer toutes les leçons d'une défaite

PLUS de 23 000 travailleurs expulsés de l'usine pour une longue période et sans grande espérance d'y être réintégrés. Une partie importante des travailleurs les plus combattifs et des cadres syndicaux chassés de leur lieu de travail. Les équipes sans délégués. Des délégués sans équipe. Des centaines de militants du PCI, de la LCR, du PDUP, de DP réduits à la *Cassa di integrazione*. Certains sont licenciés par mesure de représailles. La défaite subie par le mouvement ouvrier ne peut et ne doit pas être tue.

Agnelli vient de commencer à obtenir ce qu'il recherchait depuis des années : pouvoir manipuler librement la force de travail, pouvoir licencier une partie des travailleurs afin de mener à bien les restructurations, réinstaller le système de l'arbitraire et de la hiérarchie des chefs, exploiter à nouveau les travailleurs comme par le passé.

La FLM comme les travailleurs sortent affaiblis de cette défaite. Les dirigeants du PCI et des syndicats s'efforcent de nier la portée du recul enregistré. Ils accusent ceux qui en parlent, comme les militants de la LCR, d'être des défaitistes, de saboter une lutte ouvrière qui peut encore renaître... Evidemment, la lutte ouvrière peut et doit être relancée. Nous en sommes plus que jamais convaincus. Les militants de la LCR travailleront avec toute leur énergie pour réorganiser la force des travailleurs et préparer la revanche. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il ne faut pas se livrer à des mystifications, cacher la réalité et qu'il ne faut pas minimiser les pertes et les dommages subis, car ce n'est pas de cette façon qu'on aide à relancer une lutte ouvrière.

En se taisant, on couvre simplement la responsabilité des directions, on favorise la démoralisation, parce que tous les travailleurs ont très bien compris la signification des derniers événements. Tirer un bilan clair et objectif de cette défaite est le meilleur moyen de clarifier nos idées, de discuter avec les travailleurs de l'orientation politique susceptible d'ai-

der à la réorganisation, à repartir en avant. Ce n'est que de cette façon que l'on peut rediscuter des revendications et des objectifs qu'il faut mettre en avant, de la manière de continuer la lutte dans des conditions qui sont devenues plus difficiles, qu'on peut discuter des moyens d'imposer la réembauche des travailleurs mis au chômage technique, comment on peut remettre en question l'accord qui lie les mains des travailleurs et définir par là une riposte d'ensemble à l'attaque de la bourgeoisie.

Nous sommes convaincus qu'une bataille a été perdue, mais que tout n'est pas réglé. Cette bataille peut encore être gagnée, mais à condition de savoir analyser les véritables causes de la défaite et y apporter rapidement des remèdes.

Ces causes ne doivent pas tant être recherchées — comme le font tant de pisse-copies — dans une prétendue division des travailleurs. Ce sont là des imbécillités. La défaite s'explique pour une seule raison : les dirigeants syndicaux ont trahi la lutte quand elle avait atteint son point culminant et qu'elle était même parvenue à rompre l'isolement.

Ils ont trahi la lutte à deux reprises : une première fois, quand ils ont signé un projet d'accord qui violait la confiance et le mandat qui leur avaient été accordés par les conseils et les travailleurs. La deuxième fois, lorsque, sans tenir compte de la volonté des conseils d'usine, du *Consiglione* et des assemblées qui s'étaient prononcés contre l'accord

à la majorité, ils ont néanmoins signé définitivement l'accord. Tous les travailleurs se sont rappelés que, quelques jours avant, devant les portes de la Fiat Mirafiori, le jour de la grève générale du 10 octobre, le dirigeant syndical Benvenuto avait juré que jamais la mise à la *Cassa di integrazione*, sans rotation, ni la liste des travailleurs mis au chômage par le patronat ne seraient acceptées. Lama avait fait de même et bien d'autres, lors des manifestations dans les différentes villes d'Italie qui avaient marqué cette grève générale.

Le comportement des bureaucrates syndicaux ne tombe pas du ciel. La dynamique de la lutte a montré que ces derniers avaient été poussés en avant pendant toute une période par la force de la mobilisation, mais force est de constater aussi qu'ils n'ont rien fait pour approfondir et élargir cette mobilisation. En réalité, ils attendaient le moment favorable, le prétexte, pour capituler devant les exigences patronales.

Cette orientation a des racines profondes et n'est pas nouvelle. Beaucoup de travailleurs la redoutaient, d'autres s'en sont aperçus au moment crucial, lors des dernières semaines de la lutte. C'est tout un enchaînement d'événements qui explique l'action des directions bureaucratiques.

Tout a commencé avec la tristement célèbre « Assemblée de l'EUR » quand, face à la crise du système capitaliste, au lieu de définir une stratégie de défense intransigeante des revendications des travailleurs dans la perspective de proposer une solution ouvrière à cette crise, les dirigeants syndicaux ont tout au contraire imposé des limitations aux revendications ouvrières. En faisant de l'accroissement de la productivité dans les entreprises et de la mobilité de la force de travail une ligne poli-

tique, ils ont répondu aux attentes de la classe capitaliste.

Cette orientation a provoqué immédiatement des revers et provoqué des dégâts ; elle a contraint les travailleurs à faire de nombreux sacrifices. Si elle n'a pu provoquer plus de dommages, cela est uniquement dû au fait que les conseils d'usines, les militants et les cadres syndicalistes de base et les travailleurs ont empêché qu'elle ne se concrétise à fond dans les entreprises, que soit acceptée la prétendue « mobilité externe », c'est-à-dire les licenciements, l'expulsion des travailleurs de leur poste de travail pour faire augmenter le chômage. Combien de fois les patrons se sont-ils lamentés, et aujourd'hui même ils continuent à reprendre cette antienne, selon laquelle il y aurait une grande différence entre les déclarations des directions syndicales faites à Rome, entre ce sur quoi on était parvenu à un accord, et l'attitude des travailleurs à la base et des conseils

d'usine qui ne respectent pas les besoins du capital et qui luttent pour défendre leurs conditions de travail.

On ne peut oublier ce qui s'est produit à l'occasion du renouvellement des contrats en 1979. Le patronat était venu à la table des négociations avec des contre-propositions dans lesquelles il demandait :

- la réduction du volume de l'emploi ;
- un accroissement majeur de la productivité ;
- la mobilité...

Le patronat expliquait à cette occasion que ses exigences étaient tout à fait cohérentes avec la ligne syndicale définie lors de l'Assemblée de l'EUR. La direction de la FLM ne savait pas comment rejeter ces pré-

tentions patronales. C'est la mobilisation extraordinaire des travailleurs au cours de l'été 1979, l'occupation de la *FIAT*, les grands cortèges qui ont parcouru Turin, les piquets de grève dans toutes les entreprises de la métallurgie qui ont bloqué l'offensive patronale et empêché qu'elle ne soit couronnée de succès. Mais il faut aussi se rappeler quelles furent les conditions de cette grande lutte.

La direction de la FLM a signé un accord qui contenait le fameux article 4. A l'époque, cela fut présenté comme une victoire de la politique de la FLM. Devant les exigences d'accroissement de la productivité de l'entreprise, la FLM s'engageait en effet à accepter l'idée de la mobilité de la force de travail. Or, c'est précisément ce célèbre article 4 que la direction de la *FIAT* a brandi au cours des dernières négociations. C'est lui qu'ont invoqué tous les journaux qui justifiaient le droit « d'expulser » des dizaines de milliers de travailleurs.

Gianni Agnelli, requin et poisson-pilote du patronat italien.



Il ne faut pas oublier non plus qu'immédiatement après cette mobilisation, la direction de la *FIAT* est passée à la contre-attaque en licenciant 61 militants sans que cette mesure suscite de la part des dirigeants du syndicat, du PCI et du PSI, une riposte immédiate et d'ampleur. Pourtant cette mesure répressive était une attaque contre l'ensemble du mouvement ouvrier. Pire, les appareils bureaucratiques acceptèrent que soient qualifiées de « violences » les luttes pour les contrats de 1979 et quasiment de « terroristes » les travailleurs qui les avaient conduites. Mieux, les dirigeants syndicaux eux-mêmes ont attaqué ces luttes en les dénonçant comme des « violences ouvrières ».

Pour en venir aux événements les plus récents, nous devons rappeler que la *FLM* s'est rendue aux négociations avec la direction de la *FIAT* avec une plate-forme de « perdant » : elle reconnaissait aux responsables des entreprises le droit de réduire le personnel par le blocage de l'embauche et en instaurant un système de pré-retraite.

Tous ces éléments ont renforcé la détermination d'Agnelli qui s'est alors senti encouragé à tirer encore plus sur la corde, sûr de pouvoir gagner quelque chose dans cette épreuve de force. La défaite est donc le

fruit de toute une orientation des directions réformistes, et c'est pour cela que de nombreux travailleurs affirment qu'il faut une nouvelle ligne politique pour affronter les patrons, qu'il faut aussi une nouvelle direction syndicale, parce que la direction actuelle prête davantage l'oreille aux exigences patronales qu'aux revendications ouvrières. Les directions syndicales, au lieu de critiquer les véritables erreurs commises, ont déclenché de violentes attaques contre la gauche, contre les conseils d'usine et les délégués, contre l'avant-garde ouvrière qui s'est développée ces dernières années, contre les formes de démocratie ouvrière qui se sont exprimées, c'est-à-dire le système des délégués élus et contrôlés par la base, des grandes assemblées générales qui permettent de développer dans le feu de la lutte la conscience de classe.

Derrière les formules apparemment fumeuses — on propose la « réforme des conseils » —, c'est en fait leur stricte subordination à l'appareil bureaucratique, leur mort en tant qu'expression de la volonté directe des travailleurs que l'on propose. Lorsque l'on attaque les assemblées et que l'on propose d'utiliser à leur place le référendum, cela revient à dire que les travailleurs ne doivent pas voter dans le cours même de la mobilisation, au moment d'une ac-

tion de classe collective, mais qu'ils doivent se prononcer lorsqu'ils sont chez eux, comme une somme d'individus particuliers subissant le traquage de la télévision, la propagande de l'adversaire de classe. Les bureaucrates veulent détruire l'actuel syndicat basé sur les conseils d'usine parce qu'ils savent que, tant qu'il existe, ils devront toujours s'affronter à une base syndicale qui refusera leur politique de collaboration avec la bourgeoisie. Le patronat a un objectif qu'il espère atteindre rapidement : faire la peau au syndicalisme travailleurs les plus combatifs, liquider douze années de luttes et de conquêtes ouvrières.

QUE FAIRE MAINTENANT ?

De trois points de vue, le mouvement ouvrier doit faire face à une situation plus difficile :

— A l'intérieur de la *FIAT*, le patronat cherche à utiliser le succès obtenu pour augmenter les cadences, restaurer l'autorité des chefs et exercer ses représailles par le biais des licenciements.

— D'autres patrons cherchent à s'ingouffrer dans la brèche ouverte par Agnelli pour infliger de nouvelles défaites aux travailleurs (Olivetti,

Enrico Berlinguer : le PCI a été l'organisateur de la défaite.



Pininfarina, Zanussi et dans de nombreuses entreprises de la chimie). — Pour les jeunes, pour les chômeurs, pour les femmes, l'accord de la FIAT constitue un nouvel obstacle dans la lutte pour l'obtention d'un emploi stable et sûr. Les forces existent encore pour ne pas céder, pour riposter immédiatement, pour combattre tous les renoncements à l'action collective et au militantisme syndical. A la FIAT comme dans d'autres entreprises, il est nécessaire de se battre pied à pied contre les tentatives d'augmenter les cadences, de diminuer les temps de pause, de restreindre les droits d'activité politique du mouvement ouvrier dans l'entreprise.

Il faut le faire tout de suite pour empêcher les patrons d'élargir encore la brèche qui a été ouverte. Les travailleurs mis au chômage technique (*Cassa di integrazione*) devront rester étroitement liés aux fédérations syndicales et intégrés dans la FLM pour maintenir leurs liens avec les travailleurs qui continuent d'être employés dans l'entreprise. C'est indispensable pour maintenir leur activité, continuer à leur faire jouer un rôle, et faire en sorte que tous puissent se battre ensemble pour leur réintégration.

Les patrons espèrent pouvoir affronter les différents secteurs de la classe ouvrière en ordre dispersé : d'un côté l'Olivetti, de l'autre la Zanussi, et pouvoir ainsi porter de nou-

veaux coups afin de préparer une offensive générale sur tous les fronts, celui des salaires, de l'emploi et surtout pour démanteler la forteresse syndicale en Italie.

On ne peut pas lutter de façon éparpillée. La LCR a par le passé souvent critiqué les directions syndicales parce qu'elles menaient les travailleurs à la lutte séparément, entreprise par entreprise. Moins que jamais, aujourd'hui, il n'est possible d'engager ce type d'action quand c'est l'emploi qui est en jeu. Il faut unifier toutes les forces des travailleurs autour des luttes en cours, comme celle de l'Olivetti, et autour de celles qui s'annoncent, comme dans la sidérurgie. Mais pour que cela se fasse, il ne faut pas limiter la mobilisation à une simple lutte de solidarité. Il faut une mobilisation d'ensemble autour d'objectifs qui unifient les travailleurs.

Les événements de la FIAT montrent qu'il n'est plus temps d'attendre ! Contre les restructurations et les licenciements, un seul objectif peut permettre de battre le patronat et d'unifier le front ouvrier : la réduction à 35 heures du temps de travail, sans diminution de salaire ! Il n'est pas possible de fermer les yeux et de renvoyer une fois de plus à plus tard cette lutte sur la question des 35 heures, qui devient concrète pour toute la métallurgie et même d'autres secteurs.

Cet objectif des 35 heures est encore plus nécessaire si l'on veut répondre aux exigences des chômeurs,

des jeunes et des femmes. Comment peut-on se préparer aux prochaines luttes et mettre au point un véritable plan de bataille, une plate-forme revendicative ? Les directions confédérales ont décidé une consultation de toutes les catégories, qui devrait se conclure par une assemblée des cadres syndicaux. La FLM à son tour a proposé une assemblée nationale des délégués. Cette consultation est une bonne chose, cette assemblée nationale des délégués est une bonne chose. Elles doivent servir à organiser la lutte. Mais, par contre, dans les intentions des bureaucrates, ces assemblées doivent servir à approfondir davantage leur ligne en faveur de l'austérité, leur soumission aux exigences patronales, la limitation des revendications ouvrières.

Les bureaucrates n'ont pas du tout l'intention de procéder à une véritable consultation. Quand ils parlent de l'assemblée des cadres syndicaux, ils entendent par là une réunion qui ne regroupe que les permanents syndicaux et les bureaucrates, une réunion qui ne représente pas réellement la volonté des travailleurs, mais qui au contraire la trahisse.

Il faut une véritable assemblée de la FLM et des syndicats, mais cette assemblée doit réunir les travailleurs de l'entreprise, les ouvriers délégués sur la base d'une discussion large et approfondie. Ceux qui se rendront à ces assemblées locales et nationales devront avoir un mandat précis, qui leur soit donné par les travailleurs sur la base de propositions concrètes, d'une ligne politique précise.

L'assemblée nationale devra représenter à la proportionnelle les diverses positions, les diverses propositions faites dans les assemblées de base. C'est le principe fondamental de la démocratie, celui que les dirigeants syndicaux ne veulent pas respecter, et aujourd'hui moins que jamais.

La première bataille que doivent mener les délégués et l'avant-garde ouvrière est précisément celle-là : que toutes les assemblées soient démocratiques et représentatives, qu'elles ne débouchent pas sur de nouvelles mystifications et escroqueries. Pour éviter ce danger, il faut que les conseils se réunissent, discutent, expriment leur propre position sur l'affaire de la FIAT, qu'ils n'attendent pas les consignes d'en haut, n'acceptent pas passivement ce que la bureaucratie tentera de leur imposer.

Cela vaut à plus forte raison pour la FIAT elle-même où les conseils des différents secteurs et le conseil général, le *Consigliere*, doivent prendre eux-même en main la direction du mouvement syndical. Pour gagner cette bataille, l'avant-garde ouvrière et les cadres les plus conscients doi-

Lama et Benvenuto : du compromis historique au compromis tout court...





La FIAT, une lutte « exemplaire » pour une entreprise phare.

vent comprendre qu'il n'existe plus depuis longtemps de possibilité d'obtenir des victoires en faisant simplement pression sur les directions syndicales.

On ne peut plus agir non plus, comme par le passé, en mettant en œuvre une tactique combinant le débordement et la pression. L'enjeu est trop important pour que les directions syndicales puissent changer leur ligne sur la simple base d'une forte pression des masses et de l'avant-garde ouvrière. C'est la leçon des derniers jours du conflit de la FIAT.

Les directions syndicales savent que si elles cèdent quelque chose, el-

les auront encore plus de difficultés pour faire passer la ligne d'austérité imposée par la logique du capital qu'elles acceptent. C'est précisément la raison pour laquelle il faut construire une direction alternative. Mais comment serait-il possible de placer le syndicat sur une ligne de classe, de créer une nouvelle direction si les ouvriers d'avant-garde continuent d'agir de façon désorganisée et en ordre dispersé ?

S'organiser dans le syndicat est la chose la plus urgente à faire. Dans le syndicat, parce que c'est là que l'avant-garde est organisée ; dans le syndicat, parce que si l'on se coupait

du reste de la classe ouvrière, ce serait le début de la fin ; dans le syndicat, parce qu'il représente le canal organisationnel de masse fondamentalement existant.

Construire une direction de rechange face à la direction actuelle, construire une nouvelle direction syndicale, passera par la construction d'un courant de gauche dans le syndicat, partant des cadres syndicaux de base, d'une tendance lutte de classe qui donne au syndicat une perspective de lutte, qui combatte politiquement la ligne actuelle, cette ligne qui, si elle continuait, aboutirait à l'écrasement du mouvement ouvrier.

Quelle lutte contre le chômage ?

L'ESPAGNE est le pays d'Europe occidentale qui connaît le niveau de chômage le plus élevé — selon les chiffres officiels, il approcherait les 13 % de la population active — et les conséquences les plus graves sur son mouvement ouvrier. La lutte contre le chômage est une tâche fondamentale qui met à l'épreuve les diverses orientations des organisations ouvrières. La ligne du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et de l'Union générale du travail (UGT) est contenue dans l'Accord cadre interconfédéral (AMI), qui est la dénomination pudique du « pacte social » signé fin 1979 entre l'UGT et l'organisation patronale CEOE. Pour caractériser le contenu de ce pacte, il suffit de mentionner que son « programme maximum » est dans les faits l'obtention de la journée de 14 heures pour 1982 (!), et cela sur la base de l'amélioration de la productivité, et des augmentations de salaires inférieures à l'augmentation du coût de la vie, etc.

Les Commissions ouvrières (CCOO), de leur côté, n'ont pas signé l'AMI, mais la ligne officielle de cette centrale syndicale présente comme une alternative un

prétendu Plan de solidarité nationale contre le chômage (PSN) dont les objectifs ne vont guère plus loin que ceux formulés dans l'AMI. C'est la direction syndicale des Commissions ouvrières elle-même qui confesse à la fin de son document que « ses effets réels sur l'augmentation du niveau de l'emploi sont douteux », ce qui, dans un pays où le nombre des chômeurs approche les 2 000 000, constitue un véritable aveu d'impuissance.

La section espagnole de la IV^e Internationale, la LCR, a commencé une campagne sous le mot d'ordre général de « 35 heures : Travailler moins pour travailler tous ! » Cette campagne doit s'étendre sur plusieurs mois et sera rythmée par plusieurs meetings de propagande et d'agitation, tant de caractère général comme en relation avec des problèmes régionaux et sectoriaux; et aux luttes qui se développent sur ce terrain. Dans le cadre de cette campagne, la revue politique de la LCR, *Comunismo*, publie dans son numéro 3 un article qui, polémique avec la position officielle des Commissions ouvrières. C'est cet article que nous reproduisons ci-dessous.

Solidarité nationale ou solidarité de classe ?

Andreu FIGUERES

Tous les jours, 1 500 travailleurs perdent leur emploi dans l'Etat espagnol. Les projets patronaux prévoient même un accroissement de ce rythme. Ces projets constituent la forme traditionnelle selon laquelle le capital trouve des solutions à une situation de crise généralisée et durable. Dans ce genre de situation, chaque pays, chaque entreprise doit lutter pour survivre et les plus faibles sont condamnés. Sur le marché intérieur comme à l'échelle internationale, ce sont les entreprises les plus compétitives qui se maintiennent, celles dont la productivité est la plus élevée. Mais en même temps qu'il leur faut augmenter leur productivité, il faut le faire, vu la situation de surproduction, en maintenant la production globale à son niveau et même en diminuant le volume. Le moyen d'atteindre ces deux objectifs est la réduction de la main-d'œuvre et l'augmentation de la productivité de celle qui reste. Les entreprises qui ne supportent pas cette lutte disparaissent. Ces deux mécanismes qui entraînent le chômage sont ceux qui permettent d'augmenter la producti-

tivité des entreprises et du système dans son ensemble.

L'augmentation constante de la productivité, à laquelle est attaché le patron particulier et le patronat dans son ensemble, amène une remise en cause des acquis du mouvement ouvrier dans les entreprises. La remise en cause la plus importante est sans nul doute l'élimination de l'excédent de main-d'œuvre par le biais des licenciements massifs, par un processus de licenciements individuels ininterrompu ou par le non-remplacement des postes de travail laissés vacants.

Ce problème-clef de la tactique patronale n'est ni analysé ni même posé dans le Plan de solidarité nationale (PSN). De sorte que, après quelques analyses générales, la compétitivité des entreprises et le non-maintien de l'emploi à son niveau est donné comme étant acceptable par les travailleurs. Ce qui est également accepté, c'est la négociation de la productivité entreprise par entreprise aux conditions suivantes :

- la négociation doit s'effectuer hors du cadre de la convention collective ;
- contrôle effectué par les sections syndicales et les comités ;
- « la distribution des bénéfices obtenus de l'amélioration de la

productivité doivent être utilisés à la consolidation et à l'accroissement du nombre des postes de travail, à l'augmentation des salaires réels, et à la distribution d'un dividende aux actionnaires » ;

- l'amélioration de la productivité doit être intimement liée à l'amélioration des conditions de travail ;
- une série de garanties pour que l'accord soit réalisé.

Pour résumer, il s'agit d'une acceptation des accords de productivité qui, bien qu'il soit question de les négocier en marge des conventions collectives, admet qu'ils soient liés au salaire. Cette acceptation indiscriminée signifie que, derrière les mots de contrôle et de garantie, derrière ces phrases abstraites sur l'amélioration ininterrompue des conditions de travail, on accepte de négocier l'augmentation des cadences qui, en plus d'une accentuation de l'exploitation des travailleurs, suppose une augmentation de l'excédent de main-d'œuvre et par là du chômage.

La solution proposée par les rédacteurs du PSN devant les effets négatifs de l'augmentation de la productivité sur l'emploi, est que les bénéfices dégagés doivent aller vers la

consolidation et même l'extension du nombre des postes de travail. Il s'agit là de la vieille rengaine des dirigeants des Commissions ouvrières qui prétend parvenir à quelque chose d'aussi invraisemblable que la quadrature du cercle : dans une situation de surproduction, toute augmentation de la productivité implique un excédent de main-d'œuvre. C'est pour cela que la position des Commissions ouvrières est totalement dépourvue de réalisme. Dans de nombreux cas, les patrons, derrière leurs promesses de maintien du nombre des postes de travail et d'augmentation immédiate des salaires, peuvent cacher un plan d'augmentation de la productivité pour, une fois obtenue l'acceptation de ce plan par la direction des Commissions ouvrières, obtenir a posteriori une réduction des effectifs, ouverte ou masquée. Dans une situation de ce type, l'unique proposition réaliste pour empêcher l'augmentation du chômage est de s'opposer

frontalement à l'augmentation de la productivité. Cette ligne générale est à l'opposé de celle qui est défendue dans le document cité.

Un cas spécifique d'augmentation de la productivité, et qui doit être traité comme tel — ce que le document se garde bien de faire — est celui qui est lié aux innovations technologiques. Ces innovations, dans de nombreux cas, entraînent une amélioration des normes de sécurité et des conditions de travail ; il n'est pas possible de s'opposer à leur introduction, mais elles constituent néanmoins une menace pour l'emploi. La seule façon pour que ce progrès se fasse totalement au bénéfice des travailleurs et que soit écartée la menace que cela suppose pour l'emploi, est qu'il soit compensé par une réduction du temps de travail tendant à réintégrer la main-d'œuvre excédentaire.

L'orientation des Commissions ouvrières face aux liquidations (1) de

petites ou moyennes entreprises a été de négocier les licenciements tout en essayant d'obtenir les indemnités les plus élevées. A la suite de la publication des derniers décrets gouvernementaux et vu la situation du Fonds de garantie salariale (2), on ne les obtient même pas. Le document de la Commission exécutive fédérale des Commissions ouvrières accepte cette situation et l'intègre à son programme quand elle écrit : « *La négociation avec ces entreprises (petites et moyennes, ne dépendant pas financièrement d'entités bancaires ou d'autres grandes entreprises) pourrait faciliter la préservation d'un certain pourcentage des postes de travail.* » Et comme l'opposition du syndicat à tout licenciement dans les petites et moyennes entreprises est refusée comme orientation, il ne reste plus qu'à chercher à sauver les restes du naufrage...

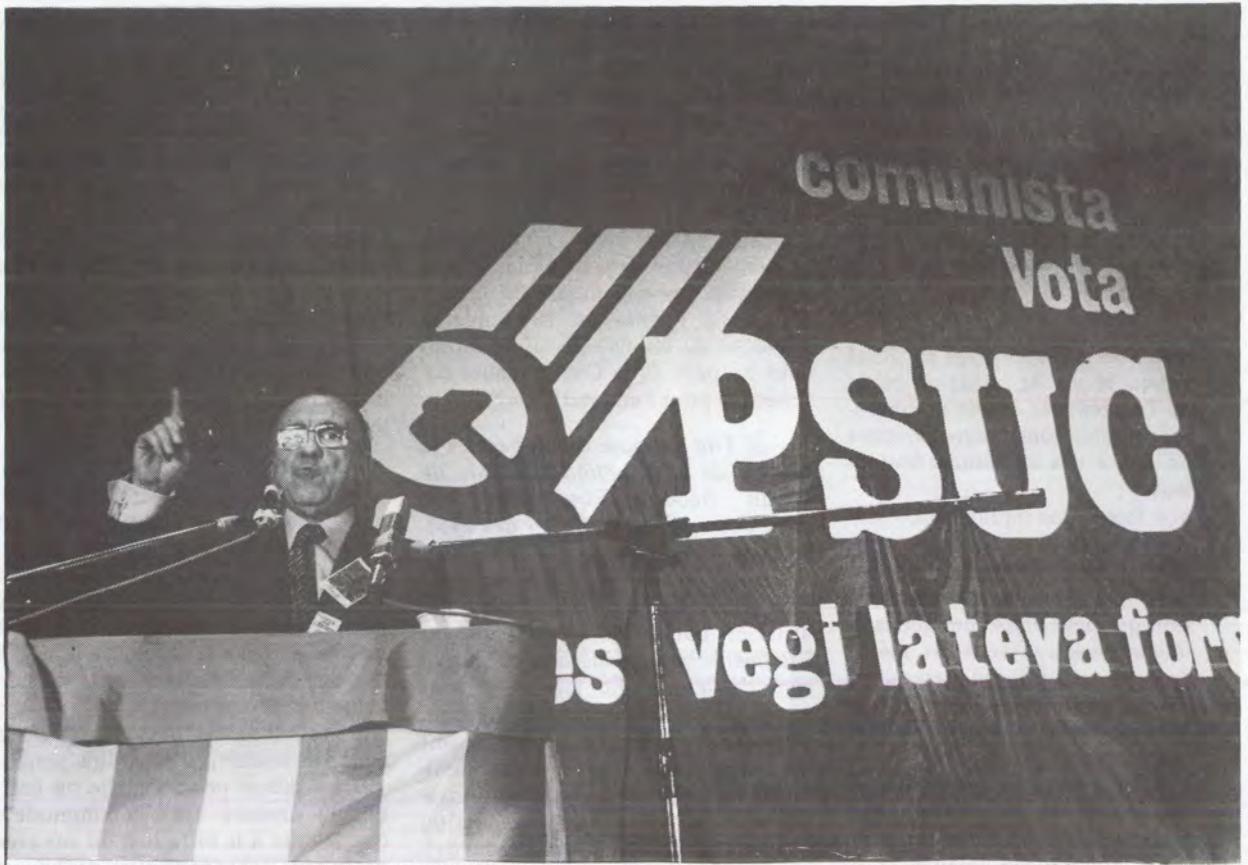
Les travailleurs des entreprises moyennes qui vont continuer à chercher à se défendre face à la liquidation de leur entreprise et qui, à eux seuls, n'auront pas la force d'imposer un rapport de forces favorable, vont se retrouver avec des instances supérieures des Commissions ouvrières qui, tout à leurs préoccupations de « solidarité nationale », en oubliant la solidarité de classe et la solidarité élémentaire de combat contre tout

A l'usine Chrysler de Madrid.



(1) Les *expedientes de crisis* que nous avons traduit par « liquidations d'entreprises » constituent le mécanisme légal existant en Espagne pour permettre aux entreprises en difficulté de suspendre leurs activités dans les meilleures conditions possibles pour les patrons et les pires pour les travailleurs. Selon ce mécanisme, l'entreprise déclare la « suspension de ses paiements », dépose son bilan à la délégation du ministère du Travail qui a la faculté légale de l'accepter ou de le refuser. Si elle l'accepte, elle ouvre ce que l'on appelle un *expediente de crisis*, elle nomme un administrateur officiel qui fait le lien entre l'entreprise, ses créanciers et les travailleurs qui désormais touchent leur salaire du Fonds de garantie salariale. Le patronat utilise fréquemment ce mécanisme comme moyen de chantage contre les travailleurs et tire tous les bénéfices qu'il peut de sa mise en pratique.

(2) Le gouvernement a décrété une série de mesures pour limiter au maximum les indemnités aux travailleurs dans le cadre des *expedientes de crisis*. Par ailleurs, le Fonds de garantie salariale se trouve pratiquement en situation de banqueroute et il ne procède, depuis plusieurs mois, que partiellement aux paiements destinés aux travailleurs en chômage.



Santiago Carrillo dans un meeting électoral du PSUC. C'est en Catalogne que l'opposition est la plus forte à la politique syndicale des dirigeants du PCE.

licenciement. Dans les grandes entreprises et dans les secteurs-clefs de l'appareil productif, l'orientation est de ne pas s'opposer à la liquidation tout en demandant dès le début l'ouverture de négociations. Dans ce cas, on oublie les nombreuses expériences où la délégation du ministère du Travail s'est vue obligée de refuser la liquidation pour une seule et bonne raison : la pression et la mobilisation des travailleurs.

Parler de négocier la restructuration des secteurs aujourd'hui en crise sans analyser la stratégie patronale et gouvernementale, c'est jeter les bases d'une négociation en position défavorable pour les travailleurs.

Une analyse sommaire de la restructuration des chantiers navals, qui est le secteur affecté depuis le plus longtemps par ce phénomène, nous éclaire sur la stratégie patronale et gouvernementale et sur ce que devrait être la stratégie du mouvement ouvrier. D'abord, avec les accords de Castellana (3), puis avec la renégociation ultérieure, le gouvernement et les patrons ont marqué plusieurs points dans leur bataille tendant à faire payer les frais de la restructuration aux travailleurs. Tout d'abord, ont été exclus des accords les travailleurs qui disposaient du plus mauvais rapport de forces : les travailleurs du secteur privé où les fermetures d'entreprises et les licenciements massifs avaient déjà commencé. Dans le secteur public, où la classe ouvrière était

la plus puissante, la situation de « régulation » (4) continue de l'emploi, les importantes pertes de pouvoir d'achat des salariés, ont signifié une forte désorganisation et division chez les travailleurs. Et quel piège a été tendu par le gouvernement pour faire reculer le mouvement ouvrier et commencer à attaquer l'emploi ? La promesse de création de postes de travail alternatifs (5).

Les dirigeants des Commissions ouvrières ne veulent rien apprendre des faits. Ils sont disposés, dans leur entêtement à faire des propositions « réalistes », c'est-à-dire acceptables sans grand problème par les patrons, à tomber dans le même piège. Ils sont disposés à négocier en prenant pour argent comptant la promesse

fallacieuse de création de postes de travail alternatifs, sans partir du préalable que constitue l'exigence du maintien des postes de travail, et sans garder en tête qu'il faut empêcher la dégradation du rapport de forces par la lutte. Ce n'est que sur la base de ce préalable et avec cette orientation que l'on peut céder un poste de travail pour un poste de travail alternatif, à partir du moment où ce poste est déjà créé et qu'il n'existe pas seulement sur le papier.

La démarche du manifeste électoral (6) de la Commission ouvrière nationale de Catalogne (CONC) sur cette question des liquidations d'entreprises est plus correcte : « Nous proposons une attitude de fermeté face aux liquidations d'entreprises,

(3) Les accords de la Castellana ont été signés en août 1979 entre les représentants du gouvernement, les patrons et les centrales syndicales. Le contenu de ces accords se réduit fondamentalement à prolonger une situation de « régulation de l'emploi », c'est-à-dire que tous les effectifs d'une entreprise, ou une partie seulement cessent de travailler durant un certain nombre d'heures pour une période déterminée, avec perte de salaire correspondant, pour permettre au gouvernement et au patronat d'arriver à leur objectif central dans ce secteur : gagner du temps pour épuiser la combativité et entamer l'unité

des travailleurs, avec l'idée d'imposer ultérieurement leurs projets de restructuration complète du secteur concerné.

(4) Cf. note 3.

(5) L'idée de « poste de travail alternatif » est l'équivalent espagnol de la « mobilité extérieure » largement utilisée par le patronat lors de la lutte de la FIAT en Italie.

(6) Les élections aux comités d'entreprise sont en train de se dérouler en Espagne, le manifeste électoral est le document programmatique que présente chacune des centrales syndicales à cette occasion.

sur la base du maintien du niveau de l'emploi.» Une attitude que la CONC n'a malheureusement pas toujours suivie et qui, par conséquent, risque bien de n'être qu'une déclaration générale surtout destinée à gagner des voix aux élections.

Passer des phrases générales aux actes signifie la mise en œuvre d'une stratégie qui doit être fondée sur les points suivants :

- que soit menée jusqu'au bout l'enquête sur la situation réelle de l'entreprise, car de nombreuses liquidations correspondent en fait à des opérations frauduleuses ;
- que face à une liquidation, l'attitude du syndicat soit de refus absolu appuyé sur la mobilisation des travailleurs. Mobilisation qui peut empêcher que la liquidation soit effective et, même dans le cas où il faille en passer par la négociation, seul moyen pour que le coût en soit moindre pour les travailleurs ;
- que soient rejetés les chantages des patrons et du gouvernement à l'octroi de crédits conditionnés à un blocage des salaires, à la mobilité de l'emploi, à des clauses de paix sociale, etc. ;
- que, dans le cas où l'Etat apporte son soutien à l'entreprise, soit exigée la nationalisation sans indemnisation. Pour que les contribuables n'aient pas à supporter seulement le déficit actuel mais puissent récupérer les bénéfices éventuels dans le futur ;
- que, vu les difficultés qui existent pour organiser la riposte contre la liquidation dans une seule entreprise isolée, les syndicats organisent la coordination des entreprises du secteur, des entreprises en crise de la région et surtout qu'ils organisent la solidarité avec les entreprises en lutte.

TRAVAILLER MOINS POUR TRAVAILLER TOUS

Dans une situation où il y a un excédent de main-d'œuvre, la réponse traditionnelle du mouvement ouvrier face au chômage est toujours partie de l'idée de la répartition de la charge de travail entre toutes les mains disponibles. Voyons comment le PSN réduit à néant le mot d'ordre « *Travailler moins pour travailler tous !* »

Temps de travail : l'AMI (7) évalue le temps de travail pour l'année 1980 à 1980 heures, à 1930 (50 de moins) pour 1981 et à 1880 (cinquante de moins) pour 1982. La proposition du PSN, qui passe complètement sous silence les critiques que la

confédération avait faites de l'AMI, accepte de fait ce calcul et ajoute seulement sa revendication de 1830 heures (50 de moins) pour 1983. Ce qui veut dire que la confédération ne prévoit de parvenir aux 40 heures que lors des conventions collectives qui interviendront trois ans après la fin de la validité de celle en cours... et même à une date si lointaine, son évaluation prévoit encore 86 heures de plus à l'année en 1983 que la moyenne du temps effectif de travail dans les pays de la Communauté européenne pour l'année 1976...

Si l'on propose de plus que « *le rythme de la réduction du temps de travail hebdomadaire doit être compensé par le maintien des rythmes de l'augmentation de la productivité* », il n'est alors plus étonnant que le document du PSN finisse par affirmer que « *ses effets réels sur l'augmentation du niveau de l'emploi sont douteux* ». En fait ils ne sont pas douteux, ils sont nuls. Par contre, ceux qui vont en tirer profit, ce sont les patrons, car si ces derniers diminuent le temps de la journée de travail en compensant cette réduction par l'augmentation de la productivité, ils abaissent leurs coûts (amortissement des machines, énergie économisée, etc.) et ils accroissent leurs profits.

Heures supplémentaires : au cours de l'année 1976, 4,3 % des heures travaillées dans l'industrie étaient des heures supplémentaires. A l'heure actuelle où la concurrence féroce oblige les entreprises à travailler avec des échéances de paiement réduites et à réduire leurs coûts, les patrons tentent d'augmenter le nombre des heures supplémentaires, ce qui est censé leur revenir moins cher. Y compris dans des entreprises qui connaissent la régulation du travail, la pression qui existe pour faire faire des heures supplémentaires aux travailleurs est plus importante. Pour donner un exemple de l'importance que peut avoir la suppression des heures supplémentaires et la création à leur place de postes de travail, le comité d'entreprise de Ensidesa a fait récemment plusieurs déclarations pour dénoncer le fait que dans seulement quatre des ateliers de l'usine de Aviles, 117632 heures supplémentaires ont été effectuées au cours du premier trimestre de cette année, correspondant à des rentrées de 120 000 000 de pesetas.

Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs sont parvenus à imposer la liquidation totale des heures supplémentaires, ou leur réduction au niveau antérieur.

Le PSN se contente de demander une sur-cotisation patronale de ces heures à la Sécurité sociale, et leur li-

mitation aux deux heures quotidiennes prévues dans les Statuts des travailleurs (8), « *proposant* », sans plus de précision, qu'un certain taux d'heures supplémentaires oblige à l'embauche d'un nouveau travailleur.

C'est là une attitude qu'il faut combattre en avançant l'objectif traditionnel de la suppression totale des heures complémentaires, en faisant en sorte que le comité et les syndicats s'opposent à leur réalisation et en exigeant, dans le pire des cas, que pour chaque 2 000 heures supplémentaires effectuées soit créé un poste de travail.

Retraites : les mises à la retraite, comme le mentionne le document, « *sont un révélateur dans toutes les crises et sont utilisées comme une solution commode* ». Néanmoins, dans un désir de compliquer les choses, le document propose seulement comme mesure générale la réduction à 63 ans de l'âge de la retraite et à 60 ans seulement progressivement, en fonction des possibilités de financement par la Sécurité sociale, c'est-à-dire jamais.

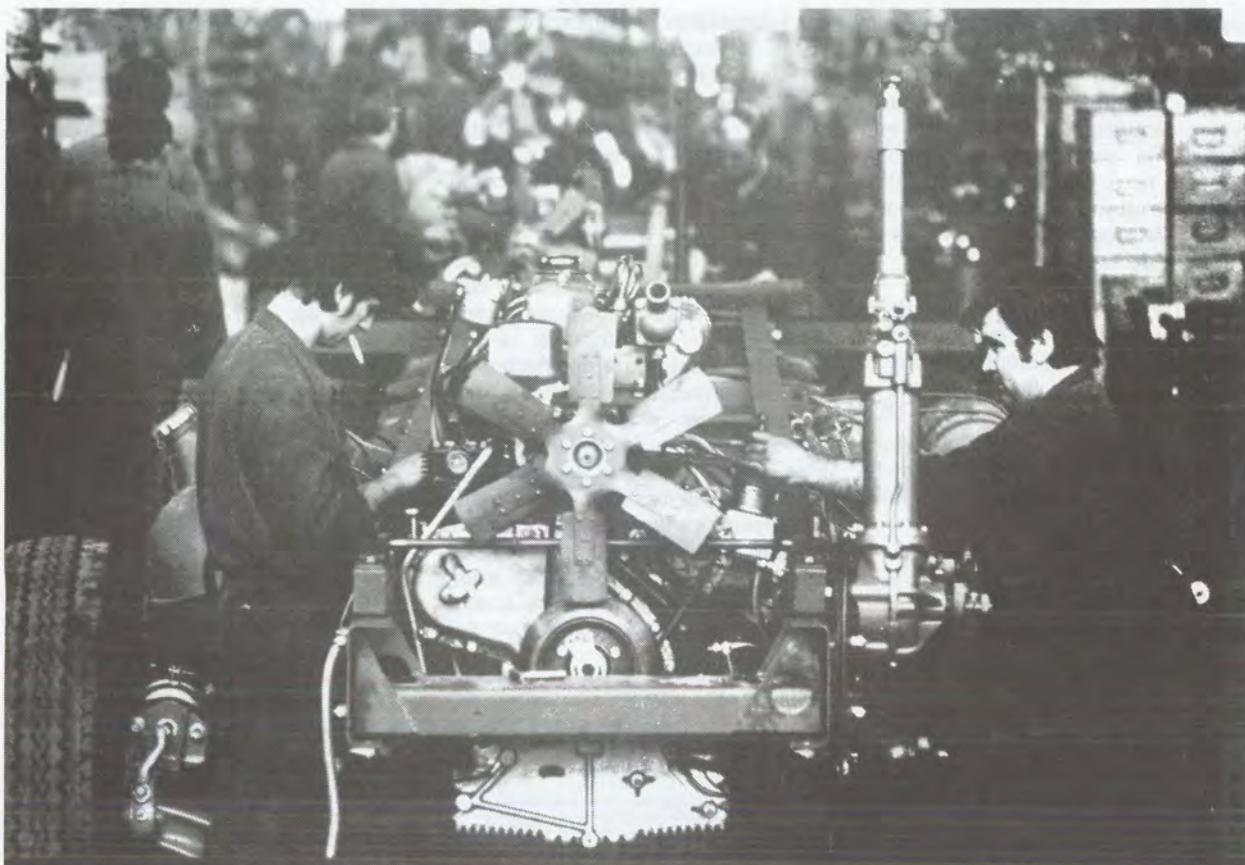
La raison pour laquelle on écarte une mesure aussi « *commode* » que la mise à la retraite à 60 ans avec un salaire convenable (les 100 %) et révisable selon l'indice des prix à la consommation (9), est que toute la démarche du document est subordonnée à la préoccupation de ne pas augmenter trop les charges de la Sécurité sociale. C'est là qu'est le nœud du problème. Les Commissions ouvrières doivent-elles lutter pour en finir avec le chômage ou bien doivent-elles se préoccuper de maintenir à un bas niveau les charges de la Sécurité sociale ? Nous comprenons parfaitement que l'Union du centre démocratique (UCD) au pouvoir cherche à réduire les charges de la Sécurité sociale comme une manière de plus de faire retomber les effets de la crise sur les travailleurs, mais les rédacteurs du PSN se sont trompés de cible.

Sur ce problème également, la position de la CONC est diamétralement différente. Ainsi, peut-on lire dans son manifeste électoral l'exigence de « *la mise à la retraite à 60 ans* »

(7) AMI : Accord cadre interconfédéral, signé entre le syndicat UGT et l'organisation patronale CEOE fin 1979.

(8) Norme qui régit les relations de travail en Espagne et que le gouvernement est parvenu à faire approuver, avec l'appui du PSOE et de l'UGT, et malgré l'opposition du PCE, des Commissions ouvrières et de l'immense majorité des travailleurs.

(9) L'indice des prix à la consommation (IPC) a été élaboré par le seul gouvernement sans aucun contrôle syndical.



L'usine de poids-lourds Pegaso

et la réduction à 40 heures de la semaine de travail avec l'engagement que soient créées à partir de maintenant des postes de travail dans la perspective de travailler moins pour travailler tous ». Comme l'analysaient les camarades P. Montes et Jesus Albarracin dans une série d'articles publiés dans *Combate*, le journal de la LCR, à partir du numéro 138, certaines mesures comme celles proposées par la CONC entraîneraient la création de 700 000 postes de travail. Assumer, selon la logique développée par la CONC, la position selon laquelle il faut travailler moins pour travailler tous, c'est-à-dire se fixer pour objectif les 35 heures par semaine revendiquées par les syndicats européens, constituerait pour les Commissions ouvrières une solution radicale au problème du chômage et une amélioration significative des conditions de travail. En somme, il s'agirait d'une solution pour laquelle il vaudrait la peine de lutter. La mise en œuvre de cette orientation dans les secteurs en crise, là où il existe un pourcentage élevé de chômeurs, constituerait une solution pratique et efficace qui nous rapprocherait des objectifs que se fixe le mouvement syndical à l'échelle européenne.

Une comparaison avec les conquêtes remportées par le mouvement syndical européen nous montrerait tout ce qu'il nous reste à faire pour nous mettre au niveau de ses acquis. Mais, ce qui est certain, c'est que la première condition pour

atteindre un objectif, c'est de vouloir l'atteindre, et c'est de ce côté, tout à fait élémentaire, que pêche le point de vue de la Commission exécutive fédérale des Commissions ouvrières.

CREATION DE NOUVEAUX EMPLOIS

Quelque 2 000 000 chômeurs réclament un plan global de création d'emplois. Tout le monde, et même le gouvernement dans un étalage de cynisme, parle pour créer des emplois des investissements publics nécessaires et orientés vers les secteurs où le rapport main-d'œuvre/capital est le plus faible, vers les zones les plus affectées par la crise.

Les faits comme les chiffres démontrent que lorsque le gouvernement aborde ce problème, il ne cherche pas à résoudre la question du chômage mais à se préserver une petite marge de manœuvre pour limiter les explosions sociales qui vont se produire, pour éviter de nouveaux « Marinaleda » (10). C'est pour cela qu'une démarche générale et abstraite comme celle contenue dans le PSN n'apporte aucune solution au problème du chômage.

Passer du domaine stérile de l'abstraction (terrain qui, par ailleurs, permet d'autant plus de négocier avec l'Union du centre démocratique (UCD) au pouvoir qu'il n'engage à rien) au problème concret représenté par l'existence de 2 000 000 de chômeurs signifie que soient chiffrés les

investissements publics dans ce domaine.

C'est dans ce sens que la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a défendu et continue à défendre un vaste plan de dépenses publiques pour relancer le secteur du Bâtiment dans le but de répondre à la demande sociale de logements. Une étude détaillée de ce plan a été développée dans les numéros 139 et suivants de *Combate*, l'hebdomadaire de l'organisation. Les chiffres fondamentaux qui y sont avancés, en tenant compte du développement de l'inflation depuis la date d'élaboration du plan, sont les suivants : l'investissement à réaliser dans le Bâtiment pour chaque travailleur effectif est de 1 518 000 pesetas. Pour créer 175 000 emplois cumulés par année il faut faire une dépense cumulée de 264 milliards de pesetas par an. Les investissements à effectuer sur quatre années seraient donc de 1 056 milliards de pesetas. Une dépense concentrée dans le secteur du Bâtiment ne fournirait pas seulement 700 000 emplois dans ce secteur mais en créerait encore indirectement 400 000.

Par ailleurs, les mesures d'urgence concernant les secteurs de la Santé et de l'Enseignement entraîneraient la création de 200 000 emplois. Tous ces investissements et

(10) Marinaleda, localité d'Andalousie qui a connu au printemps 1980 une explosion populaire contre le chômage.

ces créations d'emplois signifieraient une augmentation des revenus des travailleurs qui entraînerait une demande plus importante et un processus démultiplié de création d'emplois à la condition, évidemment, que l'on ne rogne rien sur les salaires actuels, c'est-à-dire que l'on n'accepte pas les propositions formulées en ce sens dans le PSN.

Mais il ne suffit pas d'avoir un plan pour les investissements publics. Il faut préciser comment il va être financé. Si, quand il faut en arriver au chiffrage des investissements, le PSN reste dans le vague, il n'en oublie pas pour autant que son financement retombera sur les travailleurs et non sur les patrons.

Les subventions et transferts à l'entreprise privée ont été en 1979 de 4,9 % du Produit national brut (PNB). Seule une minime partie de

ces subventions à l'entreprise privée va se répercuter sous la forme de création d'emplois. Néanmoins, le PSN propose que l'on continue à dilapider l'argent public pour engraisser les patrons, ils propose même que les sommes qui leur sont allouées aillent en augmentant. Le Plan propose également des crédits avantageux pour les petites et moyennes entreprises. Le fait de proposer cette orientation comme politique générale signifie, dans de nombreux cas, une nouvelle dilapidation des deniers publics en faveur de l'entreprise privée alors que ces mesures ne devraient être destinées qu'à certains secteurs bien précis (comme les petits payans). Dans ce cas concret des petites et moyennes entreprises, on doit exiger un contrôle de la part des ouvriers pour garantir que ces crédits seront exclusivement utilisés à maintenir le niveau de l'emploi et que,

dans la mesure où c'est l'Etat qui prête son assistance à l'entreprise, les bénéficiaires à venir finissent également par revenir aux contribuables.

Pour résumer, le PSN propose qu'une partie fondamentale des fonds publics aille directement dans les poches des capitalistes. Mais où trouver cet argent ? La réponse de Marcelino Camacho (11) dans une interview publiée par *Unidad obrera* (12) est qu'il faut le prendre fondamentalement auprès des travailleurs. Voyons un peu les mesures qu'il proposait :

- « *Apport de celui qui travaille (forme à discuter)* », cela se passe de commentaire ;
- « *Aide de l'Etat* », c'est-à-dire du contribuable, fondamentalement les travailleurs ;
- « *Bien évidemment celui qui a plus devrait payer plus... Les patrons devraient également apporter leur contribution. Il faudrait faire en sorte que l'augmentation de la productivité, des excédents, soient destinés pour l'essentiel, d'un côté à l'amortissement et à la rénovation de l'outillage, d'autre part à l'investissement...* » C'est-à-dire que ce que les capitalistes gagnent par l'accentuation de l'exploitation des travailleurs (quelle autre signification pourrait avoir sinon l'augmentation de la productivité ?), est ce qu'ils doivent payer (comme nous l'avons vu dans la partie du document du PSN concernant la productivité, il ne s'agit en fait que d'une partie). Pas un seul mot de l'impôt sur la rente, le patrimoine et les bénéfices.

Sur cette question, une fois de plus, la CONC a adopté une position qualitativement différente. Le plan d'urgence proposé par les dirigeants de la CONC propose qu'il soit « *financé par des fonds publics et par un impôt transitoire exceptionnel sur les sociétés et les patrimoines* ». Une position qui se situe dans la logique qui veut que la crise soit payée par les capitalistes. Selon la même orientation, la LCR a proposé, dans un article publié dans *Combate* numéro 141, d'augmenter le déficit de l'Etat, d'éliminer la corruption, de supprimer les subventions à l'entreprise privée et de faire en sorte que l'impôt sur la

Marcelino Camacho, secrétaire général des Commissions ouvrières.



(11) Marcelino Camacho est le secrétaire général de la confédération syndicale Commissions ouvrières ; il est également membre de la commission exécutive du PCE.

(12) *Unidad obrera*, numéro 13, juillet-août 1980 ; il s'agit du journal de l'Union syndicale de Madrid des Commissions ouvrières.



Refuser la fatalité de la crise.

règne soit plus progressif, en augmentant l'imposition des rentes élevées, de la propriété, du patrimoine et des bénéfices des capitalistes. Dans le même article était développée une étude comparative des systèmes fiscaux des autres pays d'Europe qui démontrait la viabilité des mesures proposées, y compris dans le cadre du système social en vigueur.

ASSURANCE CHOMAGE A 100 % POUR TOUS !

Toute mesure étendant la couverture et la durée des aides de l'Etat aux chômeurs est positive. Dans ce sens, les nombreuses mesures partielles avancées par le PSN constituent un progrès par rapport à la situation actuelle. Néanmoins, il n'y a aucune justification à ce qu'un ensemble de mesures partielles obscurcisse ce qui doit demeurer un principe essentiel du mouvement syndical : ceux qui veulent travailler et qui ne le peuvent pas, ne doivent pas payer l'incurie des patrons et de l'Etat à leur fournir un emploi, ils doivent toucher une assurance chômage d'un niveau convenable et sans limite de temps.

CONCLUSION

Pour résumer, nous pourrions conclure en affirmant que le PSN n'apporte aucune solution au problème du chômage. Pourquoi alors se donner le mal de rédiger un docu-

ment qui ne règle rien ? C'est l'introduction même à ce document qui nous fournit la réponse : « *Il s'agit d'une proposition négociable et, pour être réaliste, il faudrait dire que certains aspects de ce plan ne constituent en aucune manière un programme alternatif.* »

Que veulent dire les rédacteurs du PSN quand ils parlent de négociation réaliste ? Ils veulent dire une négociation sans programme alternatif. Mais le fait de ne pas avoir de programme de ce type signifie qu'ils se conforment à la logique du programme des patrons. Ainsi, l'on comprend mieux qu'ils acceptent l'augmentation de la productivité, qu'ils acceptent d'entrée de jeu les liquidations d'entreprises dans les grandes unités de production et les licenciements dans les petites entreprises, qu'ils refusent de lutter maintenant pour les 40 heures et qu'ils acceptent que les réductions du temps de travail soient compensées par l'augmentation de la productivité, qu'ils subordonnent les mises à la retraite aux possibilités de financement de la Sécurité sociale, qu'ils admettent que les plans d'investissements publics ne soient pas concrétisés alors qu'ils s'accrochent et même favorisent les subventions à l'entreprise privée financées sur le dos des travailleurs...

Tout au contraire, ce qui permet d'avancer vers la résistance aux plans des patrons et en faveur des besoins et revendications des travailleurs,

c'est d'être armé d'un programme qui, sur la base des intérêts immédiats des travailleurs, fournisse une perspective de solution au problème du chômage, en plus de la formulation d'une série d'objectifs qui constituent une réelle solution à la question du chômage et pour lesquels il vaille la peine de lutter.

Mais, s'il y avait encore un doute, les auteurs du PSN précisent eux-mêmes le sens de leur Plan : « *Concret et tangible, rejetant les formulations générales et les objectifs globaux qui ne mènent à rien.* » Que les rédacteurs du PSN pensent cela du socialisme ne nous surprend pas. Cela fait déjà un certain temps qu'il n'est pour eux qu'un rêve dont il n'est plus question que les jours de fête. Mais les 40 heures maintenant pour tous les travailleurs, et les 35 heures pour les secteurs en crise, le refus de tout licenciement, l'opposition résolue aux liquidations d'entreprises, le rejet des heures supplémentaires, la retraite à 60 ans maintenant, un vaste plan d'investissements publics financé par l'impôt sur le capital... tout cela constitue sans doute un ensemble de « *formulations générales et des objectifs globaux qui ne mènent à rien.* » Cela met surtout en évidence que leur préoccupation obsessionnelle pour les intérêts de la bourgeoisie, et pour ce qu'elle est disposée à accepter, les mène à ne pas voir les luttes et les mobilisations qui se déroulent devant leurs propres yeux. □

Les bourgeois quittent le Conseil d'Etat

« Le conflit entre le gouvernement et ses opposants de droite, qui n'a cessé de s'approfondir depuis le départ d'Alfonso Robelo et Violetta Chamorro de la Junte, apparaît aujourd'hui avoir atteint un point de non-retour. » C'est en ces termes que la revue spécialisée *Latin America Weekly Report* publiée à Londres analysait le 21 novembre les derniers développements de l'épreuve de forces ouverte au début du mois au Nicaragua entre la bourgeoisie et les sandinistes.

Michel ROVERE

E 17 novembre, au cours d'un affrontement avec les forces de sécurité, un important représentant du secteur privé nicaraguayen, Jorge Salazar Arguello, trouvait la mort. Président de l'Union des producteurs agricoles du Nicaragua et dirigeant du COSEP (Conseil supérieur de l'entreprise privée, l'organisation patronale nicaraguayenne), Jorge Salazar a été abattu alors qu'il allait être arrêté pour trafic d'armes et participation à un complot avec d'anciens éléments somozistes visant à assassiner des dirigeants sandinistes.

Deux autres personnalités importantes du COSEP, Mario Henon, président de l'Association nationale des producteurs de riz et le frère de Jorge Salazar, Alejandro, responsable de l'Union des producteurs de café, ont été inculpés pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Les frères Salazar étaient très liés à Alfonso Robelo, dirigeant du Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN) (1).

La crise a commencé dans les tout premiers jours de novembre et a coïncidé avec l'élection présidentielle américaine. Le 8 novembre, à l'occasion d'un meeting pour l'anniversaire de la mort de Carlos Fonseca, dirigeant et fondateur du FSLN, le commandant Bayardo Arce expliquait : « Nous entrons dans une période difficile, 1981 sera une année décisive. Nous allons tenter de conclure la phase de relance économique de façon à ce qu'en 1982 nous puissions commencer à mettre en œuvre le projet économique qui jettera les bases d'un Nicaragua profondément et réellement modifié, de "créer" ce nouveau Nicaragua qui effraie les patrons. Les secteurs réactionnaires de ce pays ont parfaitement compris que nous entrons dans une période difficile. Ils veulent affaiblir le

pouvoir populaire, ils veulent démolir le peuple et affaiblir le FSLN, de façon à l'empêcher de guider les énergies des ouvriers et des paysans pour surmonter les difficultés. »

Dans son discours, Bayardo Arce accusait encore en termes à peine voilés la bourgeoisie de sabotage économique, en expliquant que les secteurs qui entreprenaient aujourd'hui une campagne de dénigrement contre la révolution ont été « parmi les principaux responsables qui ont empêché la réactivation de nombreux secteurs de l'économie ». Quelques heures après ce discours, le COSEP publiait un document qui était une véritable déclaration de guerre politique contre les sandinistes. Dans ce document, les patrons nicaraguayens expliquaient que « quinze mois après le triomphe de la révolution nicaraguayenne, le Gouvernement de reconstruction nationale (GRN) s'est coupé lui-même du programme de reconstruction nationale ». Cela signifie, explique le COSEP, que « le GRN a cessé d'être un gouvernement pluraliste d'unité nationale et est devenu un gouvernement d'un seul parti, le FSLN ».

Faisant référence à la situation économique, le document du COSEP soulignait que « les objectifs de production mis en avant par le plan de réactivation économique n'ont pas été atteints », expliquant que la faute en incombait au gouvernement avec sa politique de « fixation de prix-plafonds qui se situent en-dessous des coûts de production. C'est cela qui empêche la production et l'investissement dans ces secteurs. » Le COSEP se lamentait également du « manque de définition précise des limites et des caractéristiques du secteur étatisé » qui, selon lui, « interdit d'avoir une vision claire d'un système d'économie mixte. L'incertitude politique, les occupations de terres et d'entreprises, les expropriations et les confiscations illégales, la manipulation politique du

mouvement syndical confirment nos propos. »

Finalement, le COSEP lançait un avertissement à peine voilé : « Tout ce que nous venons de dire nous amène à conclure que les secteurs les plus radicaux du Front sandiniste, qui sont ouvertement de tendance marxiste-léniniste, sont en train de jeter les bases d'un projet économique et politique communiste pour le Nicaragua. » Le COSEP demandait finalement que « le GRN et les dirigeants patriotes et conséquents du FSLN en reviennent à la ligne du programme de gouvernement original », menaçant, si tel n'était pas le cas, que tout se termine « dans le chaos politique et économique ».

A ces menaces, Bayardo Arce avait répondu par avance : « Il y a des gens qui pensent qu'ils vont faire dévier le cours de notre révolution ; d'autres qui croient qu'ils vont la faire s'éteindre. Ils se trompent, nous ne tolérerons plus de nouvelles provocations contre notre révolution. Nous sommes très clairs là-dessus, nous sommes prêts à affronter ceux qui s'y risqueraient. »

L'INTERDICTION DU MEETING DU MDN

L'occasion n'allait pas tarder avec le jour suivant, 9 novembre, l'interdiction d'un meeting du MDN et des affrontements entre la jeunesse de ce parti bourgeois et les militants des Jeunesses sandinistes du 19 juillet (JS-19). En fait, les heurts avaient déjà commencé quelques jours plus tôt dans les lycées de la capitale entre militants des deux bords,

(1) Le quotidien *El Pais* publié à Madrid le jeudi 20 novembre affirme que « des dirigeants de l'entreprise privée ont informé que les patrons emprisonnés pour "conspiration contre la révolution" sont : Leonardo Somarriba, vice-président de la Chambre de commerce ; Mario Hlanon, président de l'Association des producteurs de riz et Jaime Castillo, directeur technique de la Compagnie du café de Managalpa. Tous sont des figures éminentes du COSEP qui réunit les personnalités les plus représentatives de l'initiative privée au Nicaragua ».

à l'occasion précisément de cérémonies organisées pour célébrer le quatrième anniversaire de la mort de Carlos Fonseca : des membres des Jeunesses du MDN avaient brûlé des drapeaux sandinistes et conspué les militants des JS-19.

Pour protester contre ces actions, les JS-19 organisèrent, le 8 puis le 9 novembre, en liaison avec les CDS (comités de défense sandinistes) et l'Association des femmes nicaraguayennes, des manifestations de protestation devant le siège du MDN dans la capitale. Le dimanche matin, la foule pénétrait dans les locaux du MDN et brisait quelques vitres tout en saccageant quelques papiers.

Dès le lendemain, le journal bourgeois *La Prensa* déclenchait un véritable tir de barrage contre le « vandalisme » des jeunes sandinistes. Ceux-ci répliquaient en organisant des meetings dans tous les lycées de Managua. Des dirigeants sandinistes comme Carlos Carrion, Fernando Cardenal et Luis Carrion, l'un des neuf commandants de la révolution, y participèrent. Fernando Cardenal, prenant la parole au collège Manuel-Olivares, donna le ton en demandant si quelqu'un avait jamais vu le drapeau du MDN flotter sur une barricade ou un lycée tout au long de la guerre contre Somoza, expliquant que ces jeunes bourgeois étaient à ce moment-là réfugiés aux Etats-Unis...

Mais l'incident qui allait servir de prétexte aux nouvelles manœuvres de la bourgeoisie allait être l'interdiction par le gouvernement d'un meeting du MDN qui devait se tenir le 9 novembre à Nandaime, à 45 km au sud de Managua. *La Prensa*, qui depuis plusieurs jours avait fait une intense campagne de publicité autour de ce meeting, expliquait clairement qu'il allait constituer le point de départ d'une offensive politique générale contre le gouvernement.

Les dirigeants sandinistes, informés de la possibilité d'attaques armées contre-révolutionnaires coïncidant avec la date du meeting, demandèrent à Alfonso Robelo de le suspendre ; celui-ci refusa. Le gouvernement invoqua alors le décret numéro 513 pour interdire ce meeting. Le décret numéro 513, adopté au mois d'août dernier — au moment où le FSLN a annoncé que les élections ne se tiendraient pas avant la fin de la période de reconstruction, c'est-à-dire 1985 — interdit toute campagne électorale avant 1984.

Le 9 novembre, il y eut effectivement une attaque menée depuis la frontière hondurienne par un commando d'une quarantaine d'hommes armés contre le village de Santa Maria. Un membre de l'EPS (Armée populaire sandiniste) fut tué et un milicien blessé à cette occasion. Depuis deux mois, les infiltrations d'ex-gardes



nationaux somozistes, surtout en provenance du Honduras, se sont multipliées. Mais l'interdiction du meeting du MDN allait servir aux forces bourgeoises à faire monter encore un peu plus les enchères lorsqu'elles prirent la décision d'abandonner leurs sièges au Conseil d'Etat.

Le 12 novembre, tous les dirigeants du COSEP et des partis bourgeois abandonnaient leurs sièges dans cette institution et étaient rejoints dans leur démarche par les représentants de deux petits syndicats. Le Conseil d'Etat est un organisme législatif consultatif ; c'est la décision du FSLN de n'y réserver qu'une minorité de sièges aux représentants de la bourgeoisie qui a abouti, en avril dernier, aux démissions successives de Violetta Chamorro et d'Alfonso Robelo de la Junte de gouvernement.

La session du 12 novembre commença comme à l'accoutumée par la discussion du courrier reçu pendant la semaine. Ce jour-là, la boîte aux lettres était bien pleine, puisque chacun des partis bourgeois y était allé de sa petite missive pour protester contre l'interdiction du meeting du MDN — ce qui suffit à démontrer quel type de campagne politique était en jeu derrière le rassemblement organisé par le MDN à Nandaime. Les lettres protestaient également contre les manifestations organisées par les JS-19 devant le siège du MDN à Managua.

Comme la manœuvre des partis bourgeois était connue depuis quelque temps déjà, il y avait également dans le courrier adressé au Conseil d'Etat une lettre du ministre de l'Intérieur, le commandant Tomas Borge, qui expliquait les raisons qui l'avaient amené à interdire le meeting de Nandaime. Le président du Conseil d'Etat, le commandant Carlos Nunez, refusa de bouleverser totalement l'ordre du jour prévu de la session qui devait être consacrée à l'amélioration des salaires et des conditions de travail des ouvriers agricoles employés dans la récolte du café (la récolte est sur le point de commencer), et proposa d'examiner la plainte des partis bourgeois en fin de journée. Ce sur quoi, tous les représentants de la bourgeoisie quittèrent la réunion.

Ce qui est plus intéressant, c'est de voir comment le FSLN a réagi à cette nouvelle escalade de la campagne d'intimidation entamée par la bourgeoisie. Dès les jours suivants, les organisations de masse dirigées par le FSLN organisèrent dans tout le pays des meetings et des manifestations pour dénoncer la provocation de la bourgeoisie.

Lors d'un meeting organisé le 13 novembre à Managua, Sergio

Ramirez, qui est membre de la Junte de gouvernement, expliqua quels étaient les enjeux de cette bataille et de cette manœuvre au Conseil d'Etat : « *Nous ne pouvons pas nous tromper sur ce qui se passe au sommet. Ce qui se déroule aujourd'hui au Nicaragua, c'est une bataille pour le pouvoir. Le 19 juillet 1979, nous avons assisté à la fuite de la Garde nationale qui avait été mise en déroute et d'autres partisans de l'ancien régime qui ont quitté le pays en emportant des millions avec eux. Mais il y a eu d'autres gens qui ont subi une défaite ce jour-là, ce sont ceux qui n'ont pas pu imposer leurs propres conditions (au changement de régime).* »

NI LA JAMAÏQUE, NI LE CHILI, NI LE GUATEMALA

« *Il était très important pour ces gens-là que la Garde nationale ne soit pas totalement défaite, qu'une partie de la Garde nationale reste en place et les aide à établir leur pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir de ceux qui aujourd'hui multiplient les provocations. Les forces bourgeoises, expliqua Sergio Ramirez, n'ont pas le pouvoir au Nicaragua. Elles oublient — et c'est une grave erreur de leur part — qu'ici le pouvoir a été conquis au travers d'une guerre qui a coûté extrêmement cher au peuple. Le seul moyen serait de changer les mains qui détiennent les armes pour défendre ce pouvoir populaire. Ce qu'ils veulent, c'est gommer de la carte cette révolution, mais c'est un rêve infantile car nous ne sommes pas à la Jamaïque, nous ne sommes pas au Chili en 1973 ou au Guatemala en 1954. Nous sommes dans un Nicaragua qui a été libéré. Le gouvernement est ouvert au dialogue, conclut Sergio Ramirez, mais aussi longtemps que ces messieurs ne reprendront pas leur place au Conseil d'Etat, il n'y aura pas d'autre lieu de dialogue possible.* »

La nouvelle offensive bourgeoise rend compte de la polarisation politique et sociale croissante qui existe, tant au Nicaragua qu'à l'échelle régionale.

LE CONTEXTE INTERNATIONAL

« *L'opposition a été enhardie par les résultats des élections américaines* » a affirmé le président du Conseil d'Etat, Carlos Nunez, après le départ et le boycott de cette institution par les partis bourgeois.

« *L'administration Reagan agira rapidement pour combattre le sentiment d'abandon que certains peuvent ressentir devant le développe-*

ment des menées en Amérique centrale — et plus spécifiquement au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala — des maraudeurs de Fidel Castro, dirigés, armés et financés par l'Union soviétique » expliquait-il y a peu Richard Allen, l'un des proches conseillers de Reagan en matière de politique étrangère. Et un autre conseiller du nouveau président élu, plus spécialisé dans les affaires latino-américaines, Roger Fontaine, renchérissait : « *En ce qui concerne le Nicaragua, Ronald Reagan est opposé au programme d'aide américain de 75 millions de dollars. La raison en est qu'il ne pense pas que cela aidera réellement le secteur privé dans ce pays.* »

Il ne fait pas de doute que l'intervention contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain, qui n'a jamais cessé, est passée à de nouveaux paliers bien avant l'élection de Ronald Reagan. Il suffit de rappeler l'aide politique, économique et militaire de l'administration Carter à la Junte du Salvador, ou de faire état de ces informations selon lesquelles 20 000 anciens somozistes seraient actuellement entraînés au Guatemala et dans d'autres pays d'Amérique centrale avec le concours d'exilés cubains d'extrême droite et de conseillers militaires nord-américains. Mais il est certain que l'élection de Reagan n'a pu être perçue que comme un nouvel encouragement, aussi bien aux dictatures du continent qu'aux secteurs bourgeois nicaraguayens qui veulent à tout prix éviter que la marche en avant de la révolution n'aboutisse à leur expropriation politique et économique définitive.

En même temps qu'elles entamaient l'épreuve de force contre les sandinistes, les forces bourgeoises sont allées requérir le soutien des bourgeoisies centro-américaines. A la mi-novembre, Pedro Joaquín Chamorro, du journal *La Prensa*, se trouvait à San José de Costa-Rica pour expliquer comment la politique sandiniste était « *en train de conduire inexorablement le Nicaragua dans le camp communiste* ». Les bourgeois nicaraguayens se sentent encouragés par le rapprochement qui s'est opéré entre les diverses dictatures de la région pour faire face à la montée de la vague révolutionnaire. Le récent traité entre le Salvador et le Honduras, qui met officiellement fin à la dispute frontalière entre les deux pays, va être la pièce maîtresse pour permettre de réactiver à des fins contre-révolutionnaires le CONDECA, le traité militaire qui unit les deux pays à la dictature guatémaltèque.

La bourgeoisie nicaraguayenne s'est également sentie encouragée



Director
Don Pablo Antonio Castro

Gerente General
Mr. Jesús Chamorro C.

LA PRENSA

12 PÁGINAS

C\$2.00

Managua, Sábado 10 de Noviembre de 1980

Marxistas aplastados en Jamaica

Por: Jacques Thomet

KINGSTON, (AFP). La vuelta de Jamaica a la órbita norteamericana, más allá de la voluntad de restaurar una economía exitosa, serán los grandes ejes de la política del nuevo primer Ministro conservador jamaicano, Edward Seaga.

Una verdadera marea popular, dice el Partido Laborista de Jamaica, en las elecciones legislativas del jueves, una mayoría abrumadora de más del 80 por ciento de las bancas en detrimento del Partido Nacional del Pueblo (PNB-SOCIALISTA)

del primer Ministro saliente, Michael Manley, en el poder desde 1972 en la isla del Caribe.

El reflejo conservador de los 990.367 electores jugó contra el ex-Primer Ministro Michael Manley, que sin embargo tiene una mayor popularidad que su adversario, en el contexto agitado de la ex-colonia británica, independiente desde 1962.

Causados de la violencia cotidiana (más de 600 muertos

desde enero pasado) entre las dos formaciones, separadas por una fosa ideológica cada vez mayor, los jamaicanos sancionaron el fracaso de la política de Manley y la orientación tercermundista de un partido animado por el ala izquierda pro cubana de su secretario general, Donald Duncan.

En una isla que obtiene sus principales recursos de la basaltita y del turismo, la única industria floreciente está

Pasa a la última Pág. No. 6



Tratado para la paz no para la guerra

par la défaite des travaillistes à la Jamaïque et par l'offensive menée pour déstabiliser le gouvernement du *New Jewel Movement* à Grenade, aussi bien de l'intérieur (attentats) que de l'extérieur (tension avec la Barbade).

Sur le plan intérieur enfin, depuis le premier affrontement en avril dernier (départ de Violetta Chamorro et d'Alfonso Robelo du gouvernement), le processus révolutionnaire a connu d'importantes avancées, que ce soit dans l'extension de la réforme agraire, dans le renforcement des milices, dans le refus de céder aux chantages de la bourgeoisie qui réclame des élections à brève échéance pour une assemblée Constituante. La résolution du 28 septembre du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, qui rendait compte de ces avancées, soulignait le caractère éminemment instable de la situation particulière de dualité de pouvoir existant au Nicaragua et exposait l'enjeu des affrontements en cours au Nicaragua (2) :

« L'ensemble de ces dispositions, marque un nouveau pas en avant de la part de la direction sandiniste. Elles démontrent le rétrécissement extrême de tout terrain d'entente entre le FSLN et des secteurs significatifs de la bourgeoisie.

« La constitution d'un Conseil d'Etat consultatif à majorité ouvrière et paysanne, le refus d'obtempérer aux exigences du COSEP pour la nomination des remplaçants de Robelo et Chamorro, le rejet des requêtes de la bourgeoisie concernant l'organisation d'élections pour 1981 et, parallèlement, l'affirmation que le développement des germes du nouveau pouvoir prédomine sur les

élections qui, de fait, devront éterniser le pouvoir des organismes de masse, l'affirmation répétée de la prééminence de la direction nationale du Front sur les organes gouvernementaux officiels, l'approfondissement de la réforme agraire et la généralisation des milices, tous ces éléments combinés démontrent l'existence au Nicaragua d'un gouvernement qui s'appuie sur les ouvriers et les paysans, affirme son indépendance face à la bourgeoisie, un gouvernement ouvrier et paysan, bref épisode vers l'instauration de la dictature du prolétariat.

« En effet, l'épreuve de forces décisive entre les classes n'a pas encore eu lieu. Le dénouement de la situation particulière de double pouvoir — qui alors impliquera un changement de la nature de classe du pouvoir d'Etat, la socialisation des principaux moyens de production, la centralisation par le Plan de l'accumulation — est encore devant nous.

« La révolution nicaraguayenne a pu mettre à profit la crise de l'impérialisme et l'accentuation, qui en découle, des contradictions inter-bourgeoises à l'échelle nationale et internationale. L'existence de l'Etat ouvrier cubain constitue une aide importante pour le succès de la révolution nicaraguayenne. Cette dernière à son tour, ouvre une brèche dans l'encercllement impérialiste de la révolution cubaine depuis 20 ans.

« Le FSLN a pu utiliser, dans cette première étape, cette situation internationale pour améliorer les rapports de forces avec l'ennemi intérieur et extérieur. Mais les progrès mêmes de la révolution nicaraguayenne et ses effets en Amérique centrale et dans la Caraïbe contribuent à modifier ce contexte.

Les possibilités de manœuvres diminuent.

« L'impérialisme américain n'est pas prêt à accepter l'extension de la révolution socialiste dans cette région. Il multiplie les efforts pour consolider le pouvoir de la bourgeoisie au Honduras et au Guatemala, pour aider la Junte salvadorienne à briser la montée révolutionnaire, pour forger une alliance entre les forces réactionnaires d'Amérique centrale, le Venezuela et la Colombie. »

C'est dire si en ce moment, alors que la guerre civile fait rage au Salvador, et devant les épreuves de forces qui se préparent au Nicaragua — épreuves de forces dont l'enjeu est la constitution, 20 ans après le triomphe de la révolution cubaine, du deuxième territoire libéré de l'exploitation et de l'oppression, du deuxième Etat ouvrier dans le continent —, la solidarité agissante du mouvement ouvrier international avec la révolution nicaraguayenne, avec la révolution en Amérique centrale, est une tâche de toute première nécessité.

Plus que jamais, la IVe Internationale réaffirme son soutien à la révolution nicaraguayenne dirigée par le FSLN. Elle s'engage à poursuivre sa campagne internationale de solidarité développée dans de très nombreux pays tout au long de la dernière année.

(Correspondances de Lars Palmgren et de Lorraine Thiebaud à Managua.)

(2) Inprecor numéro 87-88, 30 octobre 1980, « Une nouvelle avancée de la révolution au Nicaragua », résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Les travailleurs polonais imposent

« Solidarité »

« Enregistrement oui, rajouts non ! ». Après la décision du Tribunal de Varsovie modifiant d'autorité le 24 octobre les statuts de « Solidarité », ce slogan a recouvert les murs de toute la Pologne. Après une discussion confuse, qui a suivi la manœuvre des bureaucrates, le syndicat a décidé d'imposer au gouvernement une entrevue, menaçant de recourir à la grève si les statuts élaborés par les travailleurs n'étaient pas enregistrés tels quels.

Cyril SMUGA

LE 31 octobre, durant près de quatorze heures, le gouvernement a dû faire face à une délégation de 84 dirigeants du syndicat décidés à faire aboutir leurs revendications. « Nous sommes là au nom des millions de travailleurs organisés dans "Solidarité" : N'oubliez pas que vous ne parlez pas à quelques dizaines d'individus ! » D'emblée, les délégués donnaient le ton. Ils ne sont pas venus écouter le bla-bla habituel, ils veulent un engagement de la direction « de l'autre camp ». Et lorsqu'après quatorze heures de discussion, le gouvernement refuse de signer le communiqué commun, cherche à temporiser, les travailleurs disent non.

UN MOUVEMENT FORT ET DECIDE

Le lendemain, une réunion de la Commission nationale de coordination du syndicat appelle les travailleurs à être « prêts à la grève à partir du 12 novembre » si l'enregistrement n'est pas fait d'ici là.

A la veille de la réunion de la Cour suprême, une circulaire précise les modalités de l'action : « Dans un premier temps, il s'agira de grèves de 48 heures avec occupation. (...) Les grèves se dérouleront à tour de rôle, de la façon suivante (par région) : 12-13 novembre, Gdansk et Varsovie ; 14-15 novembre, Cracovie et Szczecin ; 17-18 novembre, Wrocław et Bydgoszcz ; 19-20 novembre, Poznan, Lublin et Jastrzebie ; 21-22 novembre, Katowice, Lodz et Walbrzych. Si, le 20 novembre, le gouvernement n'a pas donné son accord à nos revendications, la Commission nationale discutera d'une extension de la grève. Au cas où le gouvernement tenterait de réprimer la grève, d'empêcher les contacts entre diverses régions, tous les comités de grève

entameront immédiatement la grève générale.(...) »

Et loin d'attendre que le gouvernement reconnaisse le syndicat, « Solidarité » a engagé la lutte pour ce qui apparaît comme une des revendications prioritaires : le règlement de la crise qui touche le secteur de la Santé. Laissé pour compte de la planification bureaucratique, la situation y est en effet désastreuse. La Pologne est, parmi les pays européens, celui où il y a le moins de lits d'hôpitaux par habitant ; la pénurie de médicaments, sensible depuis plusieurs années dans les pharmacies, s'est étendue aux hôpitaux — ils manquent d'antibiotiques, de diurétiques, de traitements cardiaques et même de vitamines ! Les salaires des personnels hospitaliers sont parmi les plus bas de Pologne (50 % gagnent moins de 3 000 zlotys, 11 % entre 3 000 et 4 000, alors que le salaire moyen officiel avoisine 5 000 zlotys...) et les conditions de travail s'en ressentent : les heures supplémentaires y sont la règle et non l'exception.

Face à cette situation, les militants du syndicat exigent une augmentation substantielle de l'enveloppe budgétaire du secteur, l'augmentation des salaires et des choix d'investissements qui permettraient de résoudre la pénurie de médicaments et d'étendre le réseau hospitalier. Le vendredi 7 novembre, une délégation de 120 travailleurs du secteur, représentant 600 000 autres, exige de rencontrer le ministre de la Santé. Celui-ci a opposé une fin de non-recevoir aux revendications, avec une harpe toute particulière aux bureaucrates : « Une augmentation de salaire ? Vous gagnez déjà 3 000 zlotys, vous venez d'avoir une augmentation de 1 000 zlotys en septembre, que vous faut-il de plus ? »

A ce mépris, les délégués ont riposté immédiatement : la salle de la préfecture de Gdansk, où les « négociations » avaient eu lieu, est occupée. Les étudiants de la Faculté de médecine occupent leur école :

« Nous n'avons pas de revendications propres, expliquent-ils, nous sommes solidaires des travailleurs de la Santé. Eux, ils ne peuvent quitter leurs malades et faire grève ! » Témoignage saisissant du processus révolutionnaire polonais : c'est autour de la classe ouvrière et de ses revendications que se développe la mobilisation des autres couches et secteurs.

LES STATUTS DU SYNDICAT ENREGISTRES

Le 10 novembre, devant la Cour suprême, le procureur est obligé de reconnaître, au nom de ses mandataires, la force du mouvement. Oui, le Tribunal de Varsovie a dépassé ses compétences, il faut annuler sa décision. Oui, les statuts élaborés par les syndiqués doivent être acceptés tels qu'ils les proposent. Il n'en faut pas plus pour cette « juridiction indépendante » pour enregistrer une nouvelle fois « Solidarité », après avoir cassé le jugement précédent.

Une seule concession a été acceptée par le syndicat : joindre en annexe aux statuts le protocole des accords de Gdansk du 31 août. Cela permet certes aux bureaucrates de se voir reconnaître « le rôle dirigeant du parti dans l'Etat » — formule qui figure dans les accords de Gdansk. Mais personne n'est dupe : cette « reconnaissance » en catimini est plus une preuve de faiblesse que de force du parti : en deux mois, il n'a pu faire admettre son rôle dirigeant autrement qu'au travers de petites phrases, et il a dû reconnaître aux travailleurs le droit de s'organiser indépendamment de lui, mais accepter aussi la forme sous laquelle ils ont choisi de s'organiser.

La presse aux ordres, et la TV polonaise — reprises complaisamment par les médias occidentaux — se sont fait forts d'expliquer que « le compromis obtenu satisfait les deux parties ». Le commentateur de la TV polonaise, analysant l'événement au soir du 10 novembre, est allé jusqu'à affirmer que le syndicat reconnaissait le rôle dirigeant du parti, emporté par sa verve servile. Il n'en a rien été : face aux manœuvres, « Solidarité » s'est attelé à aller de l'avant. Une semaine après, le 17 novembre, une nouvelle victoire était obtenue à Gdansk, le gouvernement acceptait

les revendications des travailleurs de la Santé et de la Culture, de même que celles des enseignants.

Victoire d'importance. Pour la première fois, une revendication concernant la répartition du produit national — augmentation de dix milliards de zlotys du budget de la Santé, que le syndicat ventilera en augmentations de salaires dans la branche — a été imposée. Il ne s'agit pas encore de l'élaboration d'un plan d'ensemble, mais le mouvement ouvrier a pu imposer un choix économique qu'il considérait comme prioritaire. Une brèche dans le monopole

de gestion que se sont octroyés les bureaucrates.

Nouveau compromis cependant : la veille de la signature de l'accord, le syndicat a accepté d'appeler à cesser les mouvements de grève. Une circulaire dans ce sens a été diffusée dans tout le pays, signée par trois dirigeants nationaux : Bujak (Varsovie), Gwiazda et Walesa (Gdansk). Appel entendu, les métallurgistes qui s'appêtaient à lancer un mouvement ont décidé au cours de la réunion nationale des délégués de la branche de « s'en remettre à la Commission nationale de coordination » en ce qui

concerne les modalités du mouvement. L'exemple de la lutte menée unitairement par tout le syndicat pour la satisfaction des revendications des travailleurs de la Santé a porté. Pour imposer un rapport de forces national face à la bureaucratie, ce sont de telles actions que les militants de différentes branches appellent de leurs vœux.

REMOUS DANS LE PARTI

Cette série de victoires des travailleurs a amplifié les remous dans l'appareil. Une aile « dure », inquiète

Un article de « BARRICADA » (Managua) sur la Pologne

L'article que nous publions a paru dans le numéro du 31 août 1980 de *Barricada*, organe officiel du

Front sandiniste de libération nationale du Nicaragua, sous la signature d'Orlando Nunez Soto.

Orlando NUNEZ SOTO

LE développement de l'humanité se réduit aujourd'hui à la lutte entre l'impérialisme et le socialisme, le second lutte contre l'exploitation que le premier tente de maintenir. Les travailleurs forment la classe sociale la plus avancée dans ce combat contre l'impérialisme.

Mais éliminer l'impérialisme ne signifie pas seulement le détruire, mais le remplacer par une société différente, plus avancée et plus humaine. Le chemin n'est pas facile et la construction d'une société nouvelle est une tâche pleine de contradictions. On ne parvient au socialisme ni par décret, ni par des élections. Seul le combat tenace, organisé et conséquent de la classe ouvrière permet d'atteindre le socialisme. La construction du socialisme se fait au travers du combat contre la grande propriété privée et par la nationalisation des grandes sources de richesses. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. « *Les forces productives ne cessent pas d'être du capital à partir du moment où elles passent aux mains de l'Etat, mais seulement lorsqu'elles commencent à être gérées par les travailleurs* », a écrit Engels.

La participation des travailleurs ne se décide ni par décret, ni par la volonté d'un individu ou d'un parti. C'est un processus de développement de la conscience, de l'organisation et de l'accroissement des capacités techniques, politiques et culturelles. Cela prend du temps. La construction de syndicats ouvriers qui défendent à la fois les intérêts de la classe ouvrière et les intérêts de la nation tout entière est

l'un des acquis de ce long processus.

Mais, là encore, la vie d'un syndicat, d'un parti, d'un Etat qui combat pour la construction du socialisme est pleine de difficultés et de limitations. Lénine lui-même a indiqué combien il était nécessaire que les syndicats surveillent le parti et l'Etat, afin que ce dernier agisse toujours dans l'intérêt de la classe ouvrière. Ce qui est en discussion, ici, ce n'est pas le choix entre socialisme et impérialisme, mais le chemin tortueux qui permet de poursuivre le développement ininterrompu d'une société qui aille toujours plus loin vers le socialisme.

Les actions de protestation des travailleurs polonais ont une longue tradition. Elles ont été la force motrice du sujet historique le plus important dans la société polonaise, la classe ouvrière. Mais, contrairement à ce qui se passe dans les pays impérialistes, les mobilisations ouvrières en Pologne ne mettent pas en cause la forme de la production. Au contraire, elles visent à l'améliorer. Le mouvement de grève des travailleurs de la Baltique en Pologne ne signifie qu'une chose : un nouveau pas franchi sur le chemin de la participation des travailleurs dans la gestion et l'administration des entreprises et des organes politiques de la société.

Le Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN, dirigé par l'ex-membre du gouvernement de reconstruction Alfonso Robelo), a présenté une motion pour que le Conseil d'Etat exprime sa solidarité avec les travailleurs polonais. Il n'y a rien de plus contradictoire que cette motion du MDN. Ce parti lutte pour une société où les richesses continueraient à appartenir à une minorité, alors que les travailleurs polonais luttent pour une société

dans laquelle la richesse et le pouvoir appartiennent chaque fois davantage à la majorité des travailleurs organisés.

La grève des travailleurs polonais constitue l'exercice d'un droit qui est reconnu par les actuels dirigeants polonais, des dirigeants qui sont d'ailleurs arrivés au pouvoir du fait de la volonté collective des travailleurs polonais (les grèves ouvrières qui remplacèrent Gomulka par Gierak en 1970), et les syndicats polonais n'ont jamais fait appel à l'appui de partis étrangers qui exploitent leurs frères de classe dans d'autres pays. Quand il s'agit d'une société capitaliste, il serait illusoire de penser que la concurrence entre les divers possédants, essayant chacun de vendre leurs marchandises, entraîne un affaiblissement du système capitaliste. De la même manière, quand il s'agit d'une société socialiste comme la Pologne, c'est une illusion de penser que des mouvements chez les travailleurs signifient l'affaiblissement du socialisme polonais.

Si ces messieurs du MDN sont pour la démocratie et le socialisme, comme ils le prétendent, alors qu'ils nous le montrent dans leurs propres usines en ne faisant pas obstruction à la participation des ouvriers à la surveillance, au contrôle, à la gestion et à l'administration de ces entreprises. Une autre preuve que le MDN pourrait apporter de son démocratisme et de son socialisme serait qu'il prenne position en faveur des travailleurs, des ouvriers et des paysans organisés pour exercer le pouvoir dans ce pays où ils forment la majorité de la société. Ce qui veut dire que le MDN devrait soutenir la politique du FSLN dans la construction d'un nouveau Nicaragua.

te pour son avenir, se manifeste. Mieczyslaw Moczar — ministre de l'Intérieur et responsable de l'écrasement du mouvement étudiant en 1968 et principal artisan de la vague d'antisémitisme d'alors, écarté en 1972 — est revenu à la charge. Dans un discours télévisé prononcé lors d'un congrès d'anciens combattants, il s'est proposé comme chef de file de l'aile dure, appelant de ses vœux « la

fermeté ». A la veille de la reconnaissance du syndicat le 10 novembre, le *voivode* (préfet) de Czestochowa avait commencé les préparatifs d'un coup de force : les forces répressives étaient mobilisées, les grèves interdites et l'état d'urgence était préparé. Le syndicat a immédiatement riposté, occupant le dépôt de bus et préparant la grève dans les entreprises. Finalement, appuyé par une mo-

bilisation des militants de base du parti, « Solidarité » a obtenu le limogeage du préfet de son poste au sein du comité régional du parti. Ce que tout le monde a interprété comme devant être un prélude à sa disparition pure et simple de la vie politique.

D'autre part, la valse des secrétaires départementaux se poursuit. A Varsovie, Alojzy Karkoszka, membre

DOCUMENT :

Un article de « BOHEMIA » (La Havane) sur la Pologne

La presse polonaise a qualifié les résultats du VI^e plénum du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), qui s'est tenu durant deux jours et demi à Varsovie, de pas historique et important pour résoudre la situation intérieure du pays. Le plénum a considéré que la tâche la plus importante du moment était d'obtenir l'unité des masses, le développement de la démocratie dans les rangs du POUP, l'analyse des changements dans les statuts du parti, la lutte contre les forces anti-socialistes et le renforcement de l'alliance avec les pays socialistes et la collaboration avec le COMECON.

Le plénum a approuvé le rapport présenté par le premier secrétaire du POUP, Stanislaw Kania, et a longuement débattu des problèmes liés à l'activité du parti et à la situation socio-politique et économique du pays. Jerzy Waszczuk, secrétaire du POUP, a déclaré au cours d'une conférence de presse, qu'il y avait eu soixante-dix intervenants au cours du plénum, dont quarante-cinq travailleurs de différents secteurs du pays.

Le dirigeant polonais a exposé la nécessité de rechercher l'unité de la classe ouvrière, de suivre la voie tracée par le marxisme-léninisme et de développer un large travail idéologique. Il fit référence, à cette occasion, à la promotion d'ouvriers au Comité central du POUP, comme étant une ligne que suivra le parti au cours du processus de

démocratisation socialiste que connaît actuellement la Pologne.

Le plénum a décidé de faire accéder au Comité central quinze nouveaux membres, dans leur majorité des ouvriers de différentes régions et de divers secteurs économiques. Par ailleurs, cette instance du parti (le plénum) a décidé d'expulser du Bureau politique et du Comité central plusieurs de ses membres, et parmi eux l'ex-Premier ministre Edward Babiuch. Le plénum a désigné comme membres suppléants du Bureau politique Wladislaw Kruk, Roman Ney et Stanislaw Grabielski, et comme secrétaire Kazimierz Barcikowski. Ainsi, l'organe suprême du POUP compte désormais treize nouveaux membres et sept suppléants.

Par ailleurs, la Diète polonaise (le Parlement) a approuvé les changements dans l'équipe gouvernementale qui ont vu la révocation des vice-Premiers ministres Barcikowski et Grabski à la suite de leur nomination comme secrétaires du Comité central du POUP, raison pour laquelle les ministres des Affaires intérieures et de l'Industrie légère ont également été démis de leur charge pour lesquelles ont été désignés Miroslaw Mileski et Wladyslaw Jablonski.

Le ministre de la Sidérurgie, celui des Mines et celui de la Culture et des Arts ont été respectivement remplacés par Zyhmumt Szalajda, Mieczyslaw Glenowski et Josef Tejchma.

Le Parlement a accepté que le

député Maciej Szczepanski, ex-président du Comité de la Radio et de la Télévision soit déféré devant les tribunaux ; il a approuvé les modifications apportées à la Résolution syndicale de 1949 et il a conféré la validité juridique à l'enregistrement des syndicats parallèles créés à l'occasion des arrêts de travail intervenus dans les différentes régions du pays, et il a approuvé des résolutions sur les changements apportés à la Constitution concernant la Cour suprême de contrôle et le règlement de la Diète.

Tandis que les plus hautes autorités polonaises développaient une large activité pour trouver des solutions à la situation économique, politique et sociale du pays, une fois de plus le rôle des moyens de la propagande occidentale a été mis en évidence, alors qu'ils se livrent à une ingérence ouverte dans les affaires intérieures de la Pologne. Les menées des forces revanchardes ont pu être observées au cours de ces dernières semaines au travers des émissions en langue polonaise des radios bien connues de la CIA que sont *Radio Liberty* et *Radio Europe Libre*. De ces centres de la subversion idéologique montés contre les pays socialistes sont partis chaque jour plus de vingt émissions de commentaires et de désinformation sur la situation en Pologne, ce qui a récemment été dénoncé par l'agence soviétique *Novosti*.

Novosti a signalé que par le biais de diverses fondations existant

du Bureau politique du POUP, a été remplacé par Stanislaw Kociolek, ancien secrétaire du parti de Gdansk en 1970 et qui se serait opposé à l'époque à la répression de la grève du chantier naval. A Lodz, le premier secrétaire local du parti a également fait les frais du « renouveau ». Enfin, à Gdansk, lors de la réunion du comité régional, Jan Labecki, soutenu par le secrétaire local du POUP Fiszbach,

a affirmé : « *Nous estimons que l'actuel Comité central n'est pas capable de procéder au renouveau et de sortir le pays du marasme.* » Cette déclaration a été reproduite dans la presse locale.

Enfin, dans plusieurs villes, on fait état de réunions de coordination de cellules du parti, qui demandent la convocation d'un congrès extraordinaire, qui s'en prennent aux diri-

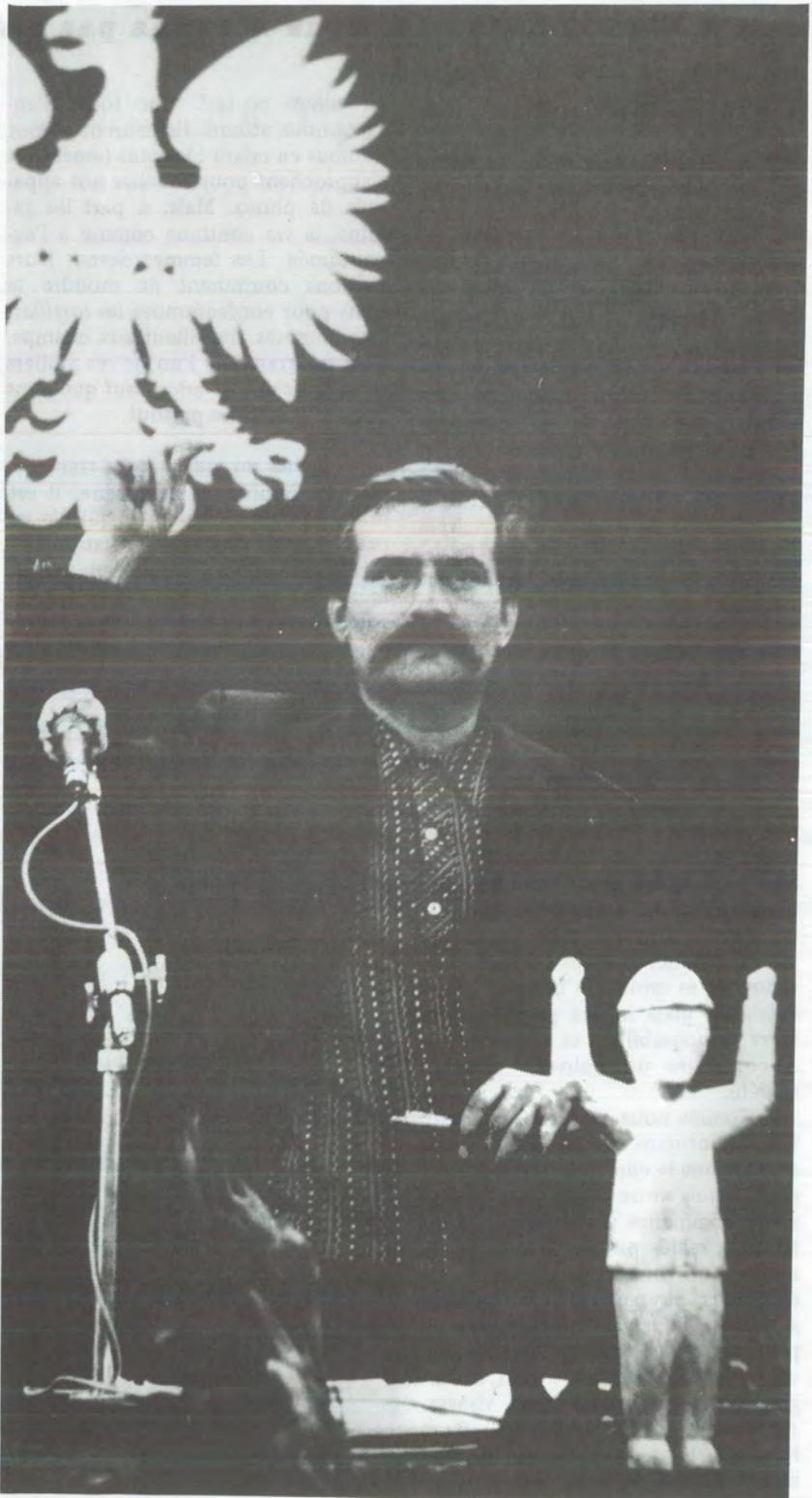
geants locaux du parti et manifestent leur soutien à « Solidarité ». Signe de la pression que subit le parti à la base, ces initiatives mettent à mal l'actuelle direction du parti. Coincée entre le mouvement des masses d'une part et les pressions contradictoires de l'appareil et de la base du parti de l'autre, la direction Kania voit sa marge de manœuvre se réduire.

19 novembre 1980

Etats-Unis et dans d'autres pays occidentaux la réaction s'efforce de financer les activités antigouvernementales en Pologne. Par exemple, comme le dit *Novosti*, la Fondation Seidel de Bavière a fait transférer clandestinement près d'un million de marks allemands aux cercles de tendance anti-socialiste de Pologne. *Novosti* remarque finalement que l'objectif de ces activités contre le socialisme en Pologne constitue un nouveau maillon dans la stratégie des forces revanchardes dans leurs efforts pour miner le socialisme réel.

L'agence soviétique souligne dans le même commentaire l'aide effective apportée à l'économie nationale polonaise par les pays socialistes, par leurs envois de matières premières, de denrées alimentaires et de produits industriels, et exprime la conviction que le peuple polonais viendra à bout des difficultés existantes et fera front contre les tentatives de l'ennemi d'utiliser la situation pour saper les bases socialistes de l'Etat. □

Bohemia numéro 42, octobre 1980, La Havane.



Reportage dans une zone libérée

Nous publions un reportage effectué par le journaliste suédois Lars Palmgren, qui séjourne en ce moment en Amérique centrale dans une zone libérée du Salvador. La traduction est tirée de la version anglaise

parue dans *Intercontinental Press*, hebdomadaire de langue anglaise publié à New York. La traduction a été effectuée par l'équipe d'*Inprecor*.

« Depuis huit ans, nous n'avons pas cessé de combattre »

Lars PALMGREN

EL SALVADOR.— A quelques centaines de mètres de la route principale, nous rencontrons notre première barricade, d'énormes pierres empilées en travers du chemin. La barricade est en effet une borne frontière. Après elle, l'autorité de la Junte au pouvoir dans le pays ne s'exerce plus. Avec plusieurs journalistes qui m'accompagnent, je viens d'entrer dans une « zone libérée » de la région centrale du Salvador, qui est contrôlée par les Forces populaires de libération Farabundo Martí (FPL).

Comme nous progressons vers l'intérieur de la zone, en dépassant d'autres barricades qui barrent les routes et les chemins, nous réalisons que la zone est bien différente de ce que nous avions imaginé. Je m'étais figuré un camp de guérilla éloigné, inaccessible et camouflé. Mais, de là où nous sommes, nous pouvons voir tout le flanc sud du volcan. Nous voyons de grands champs de maïs et d'autres cultures et plusieurs villages qui comptent des milliers d'habitants. Ce n'est pas un camp de guérilla isolé. C'est plutôt une communauté paysanne vivante où les gens travaillent, vont à l'école, vivent leur vie de famille. D'après l'aspect extérieur, on se croirait n'importe où au Salvador, mais ici les gens ont pris leurs responsabilités et commencent à construire un nouveau type de société.

Comme nous pénétrons plus profondément dans la zone libérée, nous sentons que le climat de tension qui a pesé depuis notre départ de San Salvador commence à s'estomper. Nous sommes salués par les détachements armés qui vont nous protéger. Ce sont des paysans et des ouvriers agricoles, jeunes et vieux, armés de pistolets et de carabines. Certains lèvent le poing en guise de salut, de larges sourires éclairent leurs visages. Après avoir marché pendant plusieurs heures le long de sentiers et de chemins à demi-dissimulés, nous arrivons

au village central. Une foule d'enfants nous attend. Ils courent autour de nous en criant ; les plus téméraires s'approchent pour toucher nos appareils de photo. Mais, à part les gamins, la vie continue comme à l'accoutumée. Les femmes devant leurs maisons continuent de moudre le maïs pour confectionner les *tortillas*. Les hommes travaillent aux champs. Cela pourrait être l'un de ces milliers de villages du Salvador, sauf que nous voyons des armes partout.

L'église du village a été transformée en hôpital de campagne. Il est dirigé par un vieil ouvrier qui n'a jamais reçu de véritable formation médicale mais qui s'y connaît un peu en médecine traditionnelle. Les blessés sont placés dans des hamacs à l'inté-

rieur du chœur et un dispensaire médical a été aménagé là où se trouvait l'autel.

L'un des blessés souffre de brûlures sur le visage et les bras qui lui ont été occasionnées lorsqu'il a tenté d'incendier un camion militaire la veille à Zacatecoluca. Les autres — le plus jeune n'a que douze ans — ont été blessés par balles. « Grâce au ciel, aucun d'eux n'est grièvement atteint, nous dit le dirigeant de l'hôpital d'un ton mêlé d'anxiété, nous n'avons que peu de moyens pour soigner les blessés graves et nous n'avons pratiquement aucune possibilité de les évacuer vers un endroit où ils pourraient être mieux soignés. »

En contrebas de la route, pas très loin, se trouve l'école qui a été transformée en centre d'entraîne-





ment. Sur le terrain de football, 80 nouvelles recrues, hommes et femmes, écoutent un vétéran expliquer le fonctionnement d'un fusil d'assaut FAL. Le vétéran et les nouveaux sont habillés de vêtements civils : T-shirts, shorts et baskets. Sur le terrain de sports, il y a aussi trois chevaux et des enfants qui jouent avec. Depuis cet endroit, nous pouvons voir la vallée s'étaler comme un tapis vert ; elle semble si paisible que vous oubliez que la guerre civile fait rage au Salvador.

Mais l'impression change avec le bruit d'un avion. J'essaye de l'apercevoir sans y parvenir. « Ne t'inquiète pas, me dit d'un ton rassurant Juan, l'un des guérilleros, c'est souvent qu'ils nous survolent à haute altitude, mais ils prennent bien garde à ne pas trop s'approcher, sauf lorsqu'ils lancent une opération de grande envergure pour envahir la zone. » En voyant la nervosité qui se peint sur nos visages, il nous explique que, bien que les troupes gouvernementales sachent que « nous sommes ici, elles ne nous attaquent pas avant d'avoir concentré plusieurs milliers de soldats appuyés par l'aviation et les hélicoptères. Et si cela devait se produire, nous le saurions déjà ».

La dernière fois que les troupes gouvernementales ont pénétré dans la zone, c'était le 30 août. Des hélicoptères ont atterri sur le terrain de football et les troupes ont progressé

dans la vallée. Un guérillero explique que « la majorité de la population s'était déjà cachée avant que les premiers soldats n'arrivent, sauf quelques villageois. Certaines femmes furent violées et deux furent tuées ». Les troupes, qui avaient des chiens avec elles, ont mis le feu à près de trente maisons, miné toute la zone et empoisonné certains points d'eau. Mais elles s'en allèrent après être restées cinq jours au village. Selon Juan, « l'armée révolutionnaire a attaqué leur camp et a tué une trentaine de soldats. Nos attaques incessantes les ont obligés à se retirer et depuis on ne les a plus revus ».

ARMÉE, GUÉRILLAS ET MILICES

Juan, qui est âgé de 22 ans, est membre de l'armée révolutionnaire dont le camp de base est plus haut, sur le flanc du volcan. En plus de l'armée révolutionnaire qui est composée de combattants à plein temps et des unités combattantes les mieux équipées, les révolutionnaires sont militairement organisés à deux autres niveaux : la milice et les unités de guérilla. « La milice, explique Juan, est une structure d'autodéfense et presque tout le monde y participe. » Les unités de guérilla sont formées de combattants irréguliers, mais qui, au contraire de la milice, peuvent me-

ner des actions offensives telles que des embuscades contre des convois ou des véhicules militaires.

Comme la nuit commence à tomber, les nouvelles recrues sont toujours sur le terrain de football. Elles sont divisées en trois groupes pour la discussion politique. Un groupe de femmes, qui revient de la rivière avec des chargements de linge passe par là ; elles échangent des plaisanteries avec les recrues guérilleras.

Je n'en finis pas d'être étonné par le contraste qui existe entre les attentats à la bombe quotidiens que connaît la capitale San Salvador, la guerre ouverte qui sévit dans le département du Morazan dont les militaires m'ont interdit l'accès quelques jours plus tôt, et le caractère paisible de la vie quotidienne dans cette zone libérée.

Les premières tentatives d'organisation des paysans ont eu lieu ici en 1972 et, depuis huit ans, le travail d'organisation s'est poursuivi. Comme Juan me l'explique : « Nous n'avons pas cessé de combattre depuis ce moment-là. Nous avons combattu l'armée, les mouchards et les bandes paramilitaires organisées dans ORDEN. Nous avons combattu pour notre droit à la terre. » Aujourd'hui ORDEN a été éliminé de la zone : « Nous avons notre propre armée, notre propre milice, nos propres unités de guérilla, et nous avons récupéré la terre » explique Juan.



Il y a plusieurs villages dans cette zone libérée. Chacun d'eux est dirigé par un conseil de cinq personnes élu par l'assemblée du village. Au sein du conseil, il y a une répartition des tâches entre les cinq membres dont l'un fait office de secrétaire général. Les secrétaires généraux de chaque conseil de village sont à leur tour membres d'un conseil spécial chargé d'administrer toute la zone. Des assemblées régulières se tiennent dans chaque village et pour toute la zone. Dans ces assemblées, on discute de la situation de la zone aussi bien que des séances d'éducation politique menées par les militants révolutionnaires.

Je demande à Juan comment la production est organisée dans la zone. Il me dit que certaines personnes cultivent leur propre lopin, mais que l'essentiel de la terre qui appartenait à une même *hacienda* est travaillée en commun. Dans le cadre de la pseudo-réforme agraire gouvernementale, l'Institut salvadorien de la réforme agraire (ISTA) a racheté l'*hacienda* à son propriétaire, ce qui fait que, légalement, les terres appartiennent à l'Etat. « Mais, en pratique, explique Juan, la terre nous appartient. Nous sommes parvenus à forcer l'ISTA à négocier avec nous sur les prix et les questions de crédits. En raison de la

guerre, nous n'avons pas pu ensemencer toute la surface de terre que nous souhaitons. » Plus tard dans la soirée, nous assistons à un bal. Après avoir marché le long d'un petit chemin dans la forêt et traversé deux petites rivières, nous atteignons la maison où doit avoir lieu le bal. Elle est gardée par plusieurs camarades armés de fusils.

LE BAL DE LA REVOLUTION

Dans la maison, il y a déjà 200 ou 300 personnes. Dans un coin, un petit orchestre : une basse, deux guitares et une batterie. Des couples ont envahi la piste. Sur le mur est accroché le planning hebdomadaire pour les recrues et les unités de guérilla. La liste des activités quotidiennes s'étage de cinq heures du matin jusqu'à dix heures du soir. A un moment donné, la musique s'arrête et un vieil homme monte sur un tabouret et s'adresse à l'assistance : « Vive l'internationalisme prolétarien ! » commence-t-il. La foule répond « Viva ! »

— « Vive la solidarité internationale ! »

— « Viva ! »

L'orateur explique que le combat a une dimension internationale. Que l'ennemi n'est pas seulement au Salvador, mais dans le monde entier.

« C'est pour cela que nous sommes fiers d'accueillir dans notre communauté des combattants venus d'autres pays. Nous sommes fiers qu'ils soient venus ici apprendre de notre combat de façon à pouvoir en informer leurs camarades qui luttent dans leur pays. » La foule se retourne vers nous et commence à applaudir. On nous demande de dire quelques mots. Chacun d'entre nous, tour à tour, grimpe sur le tabouret et se présente, puis dit quelques mots sur notre détermination à œuvrer au renforcement de la solidarité internationale avec leur lutte.

Les visages, sur la piste de danse, sont remplis d'espoir. Ces paysans pauvres, ces ouvriers agricoles dans cette petite zone libérée du Salvador savent l'importance de la solidarité internationale ; ils savent que si nous sommes capables de donner vie aux slogans sur l'internationalisme prolétarien, cela aidera directement leur combat, que cela signifiera la victoire plutôt que la défaite, la vie plutôt que la mort. En regardant ces visages, je pense que chacun des visiteurs a pu comprendre très concrètement l'importance de construire un mouvement de solidarité internationale avec le peuple du Salvador.

Ensuite, un autre ancien monte sur le tabouret et explique le rôle du bal : « Bien sûr, c'est bon de se retrouver tous ensemble et de prendre un peu de bon temps. Mais ce bal a aussi un autre objectif particulier, c'est de collecter de l'argent pour notre armée révolutionnaire, pour pouvoir nourrir nos soldats. » L'ancien fait passer un chapeau à la ronde. Les gens y déposent des pièces. La musique et les rires reprennent. Un bal pour la révolution !

Sur le chemin du retour, nous restons silencieux, plongés dans nos réflexions. Cinq heures plus tard, nous nous levons avec le soleil. Les recrues pour les unités de guérilla étaient déjà sur le terrain de football. Une nouvelle journée de préparation pour les confrontations décisives avait commencé.

En regardant la scène je réalisai soudain comment, pendant tout le temps que j'avais été dans la zone libérée, j'avais eu l'impression de me trouver au Nicaragua, là où la victoire est déjà acquise. Mais, à voir les volontaires s'entraîner, cela me rappela qu'ici les batailles décisives étaient encore à venir et que l'issue en restait incertaine. Le travail de solidarité internationale* peut aider à faire pencher la balance en faveur des révolutionnaires salvadoriens. □

* En France, Comité Salvador, c/o Maurice Barthes, 45 bis, rue de la Glacière, 75013 Paris.

Entretien avec Ruben Zamora

Dirigeant du Front démocratique révolutionnaire (FDR)

L'Interview de Ruben Zamora, secrétaire de la Commission extérieure du Front démocratique révolutionnaire du Salvador (FDR) a été effectuée par Fred Murphy d'*Intercontinental Press*, le 19 octobre, à

Bloomington (Indiana - USA), à l'occasion du Congrès national américain de l'Association d'études latino-américaines.

Intercontinental Press : Deux mois se sont écoulés depuis la grève générale d'août au Salvador. Nous avons reçu diverses informations sur cette grève. Même si nous comprenons qu'il ne s'agissait pas d'une grève insurrectionnelle, mais qu'elle signifiait un palier dans cette voie et visait à la préparer, à organiser la population, dans quelle mesure les succès de cette grève se sont-ils consolidés en terme d'organisation populaire et de préparation à des affrontements plus durs avec le régime ?

Ruben Zamora : Comme tu l'as dit, le principal objectif de cette grève était d'ordre politico-militaire. Elle visait à prendre la mesure du niveau de préparation et de développement des milices populaires. Après cette grève, nous pouvons souligner quels sont les points marquants de notre lutte. Tout d'abord, le développement des milices populaires. Elles se sont développées. Elles ont subi leur épreuve du feu au cours de cette grève et ont continué par la suite à se développer de façon importante.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'armée populaire, les affrontements sont en train d'acquiescer un caractère généralisé. Chaque jour, il y en a davantage. C'est important de le souligner, car les journaux prétendent sérieux soit le passent sous silence, soit se contentent de reproduire les communiqués de l'armée salvadorienne. La vérité c'est que l'armée populaire au Salvador est en train d'affronter l'armée, les forces de sécurité et les bandes paramilitaires de la dictature conjointe des militaires et de la Démocratie chrétienne à un rythme quotidien et dans diverses régions du pays. Il y a eu un tournant depuis août dans la lutte armée, avec des actions militaires au cours desquelles jusqu'à 120 membres des forces de sécurité et de l'armée sont tombés. Certains de ces affrontements ont duré cinq ou sept heures d'affilée. L'armée populaire a démontré sa supériorité en ce qui concerne le moral et la qualité de ses combattants. Cela contraste du tout au tout avec le moral des forces ré-

gulières gouvernementales, en dépit de l'appareil militaire et du soutien des Etats-Unis dont elles disposent.

— Ainsi l'on pourrait dire que la guerre révolutionnaire a d'ores et déjà commencé au Salvador ?

— Certainement. Nous pensons que le processus de la guerre sera un processus de longue durée, comportant différentes étapes. Dans ce sens la guerre révolutionnaire a commencé depuis un certain temps déjà, mais nous devons souligner que nous sommes entrés dans une nouvelle étape de ce processus de guerre, l'étape du harcèlement généralisé des forces régulières. Son objectif est de clouer sur place l'ennemi, d'immobiliser l'armée régulière et les forces de sécurité au travers de cet harcèlement systématique que mène l'armée populaire.

— Que se passe-t-il dans les rangs des forces armées gouvernementales. Est-ce qu'il y a un mécontentement et une indiscipline croissants ?

— Nous savons que la démoralisation est en train de s'approfondir au sein des forces gouvernementales. Le nombre de désertions s'accroît, surtout dans l'armée de terre qui est fondée sur la conscription des paysans. Je peux te donner un exemple dans la région de Sonsonate : l'armée a mobilisé les réservistes — soit environ 5 500 paysans — et 600 seulement ont répondu à cet appel. Au Salvador aujourd'hui, les paysans ne fuient pas seulement devant la répression mais aussi devant la conscription, car ils refusent de servir dans cette armée répressive. Je pourrais signaler aussi des cas où les forces répressives de l'armée régulière étaient parvenues à encercler des unités de l'armée populaire et où celles-ci, dans tous les cas, sont parvenues à briser cet encerclement, grâce précisément au faible niveau de combativité de l'armée régulière. Il n'en est pas de même pour la Garde nationale qui fait montre d'une plus grande opiniâtreté au combat. Les membres de la

Garde nationale ne sont pas des appelés mais le plus souvent des engagés. Ils savent qu'ils jouent leur vie car le peuple sait ce que la Garde nationale lui a fait endurer.

— Quelle est la situation de l'économie ? On a dit qu'il y avait une crise très grave ?

— En fait, par suite de la situation de guerre, l'économie salvadorienne connaît la crise la plus grave de son histoire, comparable seulement à la crise de 1930. Non seulement l'investissement privé s'est arrêté cette année, mais il y a un début de désinvestissement. Des investissements déjà effectués ont commencé à être retirés du pays. Depuis octobre 1979, l'investissement étranger a chuté de 46 %. Cela a bien sûr un effet dévastateur sur l'ensemble de l'économie. Le chômage a crû de 15 % cette année par suite des fermetures d'usines, de l'impossibilité d'effectuer les récoltes, etc. En ce qui concerne les revenus gouvernementaux prélevés par le biais de l'impôt, les données montrent une chute de 20,6 % par rapport à l'an dernier. Et, en plus, il y a un taux annuel d'inflation de l'ordre de 35 à 40 %. La situation économique est réellement critique.

Les institutions financières internationales ont calculé que, depuis le début de 1979, 1,5 milliard de dollars a quitté le pays. Cette fuite des capitaux a pris deux formes : d'une part des rentrées en provenance des exportations ne sont pas rapatriées mais déposées dans des banques américaines ou européennes. D'autre part, il y a ce que j'ai souligné tout à l'heure, le désinvestissement, la fuite pure et simple des capitaux. Même les machines sont démenagées des entreprises industrielles implantées au Salvador.

— Il semblerait que le gouvernement doive faire face à une crise financière. Je me souviens des derniers jours de Somoza au Nicaragua, quand il a obtenu des prêts des grandes banques internationales. Que va faire la Junta ? Est-ce qu'elle va lancer un ap-

pel et demander de l'aide au Fonds monétaire international ou demander de l'aide aux grandes banques new-yorkaises ? Et que vont faire les banquiers qui ont déjà été échaudés par l'expérience Somoza ?

— Oui, la crise de liquidités financières de l'Etat est très importante et le principal supporteur de cette Junte, le gouvernement américain, en a parfaitement conscience. Rien que pour cette année, l'Agence pour le développement international (AID) américaine a donné au gouvernement salvadorien 87 millions de dollars de prêts bilatéraux. Il est remarquable de noter comment le prêt de 75 millions de dollars au Nicaragua a été suspendu et passé au crible entre février et septembre, alors que le gouvernement américain a jeté les 87 millions de dollars de fonds de l'AID à la poubelle sans avoir, cela va de soi, le moindre problème au Congrès US. Et cela ne concerne que l'aide économique, je n'inclus pas l'aide militaire — d'un montant de 6,7 millions de dollars — apportée par le gouvernement américain.

En ce qui concerne les institutions bancaires internationales, la situation est la suivante : il faut faire la distinction entre la Banque inter-américaine de développement (IADB) et le Fonds monétaire international. La position de l'IADB a été de fournir une aide importante à la junte, ce qui est à mettre en rapport avec le rôle prééminent des Etats-Unis dans cette institution. En 1980, l'IADB a approuvé des programmes de prêts pour 18 millions de dollars au Salvador. En ce qui concerne le FMI, le montant est inférieur. Nous savons que, tant au sein du FMI que de la Banque mondiale, il y a des oppositions considérables à la fourniture de prêts au Salvador. Il y a une claire explication à cette attitude : ils se rappellent du Nicaragua. Après l'insurrection de septembre 1978 dans ce pays, ils pensaient que tout était fini, que Somoza était parvenu à restabiliser son régime. En mars et avril 1979, ils ont accordé des prêts très importants à Somoza. Ce n'est qu'en juillet qu'ils ont compris que cela n'avait plus aucun sens. C'est pour cela que les représentants des banques européennes dans le FMI sont très réticents à jeter leur argent par la fenêtre, à le dilapider pour un régime qui est à l'agonie. La junte est comme ces cancéreux dans la phase finale de leur maladie, qui ne sont maintenus en vie que par de continues transfusions de sang, en l'occurrence les fonds de l'AID.

— Les fonds de l'AID sont en général accordés pour des projets spécifiques. Mais étant, donné la crise de l'Etat, il semble qu'il y ait des problè-

mes sur l'utilisation de ces fonds. Avez-vous des informations là-dessus ?

— Nous avons toujours suspecté que ces fonds de l'AID, qui sont supposés servir à financer des projets de construction d'habitations, à fournir des prêts pour les petits entrepreneurs, à financer la réforme agraire, ne vont pas là où ils sont destinés. Il est intéressant de voir que même l'antenne de l'AID au Salvador a dénoncé le fait que des crédits accordés pour des projets sociaux aient été utilisés à des fins militaires. Ainsi M. Daniel A. Chaj, le directeur intérimaire de l'AID au Salvador, a envoyé une lettre en date du 29 août 1980 à Napoleon Duarte, membre de la Junte de gouvernement. Chaj souligne dans cette lettre, et apporte des preuves, selon lesquelles des crédits de l'AID sont utilisés à des fins militaires. Je peux citer des extraits de cette lettre : « *Le détournement des fonds pourraient aboutir pour le moins à une situation embarrassante pour les deux gouvernements et entraîner un retrait et l'exigence du remboursement de l'argent, des équipements et des matériels qui sont utilisés pour des activités non agréées, et cela pourrait susciter de sévères critiques au Congrès américain.* » Ainsi, c'est l'AID elle-même qui apporte les preuves établissant que le gouvernement salvadorien, dans sa tentative désespérée de contenir la lutte de tout un peuple, utilise ces fonds à des fins répressives.

— On parle beaucoup dans la presse américaine de la « réforme agraire » au Salvador, mais j'ai lu également des informations selon lesquelles les résultats de cette « réforme agraire » pourraient signifier la famine — les récoltes n'ayant pas été effectuées —, etc. Que peux-tu nous dire à ce propos ?

— La réforme agraire mise en œuvre par la junte des militaires et des démocrates-chrétiens a sans doute eu des effets négatifs sur la production. Cette année, le pays va énormément manquer de haricots. Or, les haricots forment avec le maïs la nourriture de base des paysans, c'est-à-dire de la majorité de la population salvadorienne. Le prix des haricots a atteint des niveaux qui les rendent presque inaccessibles à l'achat. L'année dernière, une livre coûtait de 70 à 80 centavos. Cette année, la livre de haricots vaut 2 colones et 40 centavos (un colon vaut 1,70 F). Ainsi, il y a eu une chute brutale de la production de haricots avec ses conséquences : la pénurie et la hausse des prix. En ce qui concerne le maïs, la situation n'est pas aussi catastrophique.

Dans le domaine des produits agricoles destinés à l'exportation, qui fournissent l'essentiel des rentrées de devises étrangères du pays, la production de coton a baissé d'environ 30 %. Nous n'avons pas encore les chiffres pour la récolte de café, car celle-ci a commencé seulement en septembre. Ce qui est sûr, c'est que dans certaines régions du pays — par exemple autour des volcans, là où est produit le meilleur café — les propriétaires terriens ne récoltent pas, ou plutôt ce sont les forces de l'armée populaire, basées dans ces zones, qui récoltent le café et qui vendent la récolte pour assurer leur approvisionnement et celui des paysans de la zone.

— On a rapporté récemment l'information selon laquelle il y aurait un programme d'entraînement militaire pour des officiers salvadoriens dans une base militaire américaine de la zone du canal de Panama et que des actions de protestation avaient eu lieu à ce propos. Avez-vous des informations sur l'attitude du gouvernement panaméen à cet égard ?

— L'annonce que 300 officiers d'active et de réserve de l'armée salvadorienne étaient entraînés dans la zone du canal a provoqué un important scandale au Panama. Le président Aristides Royo a fait une déclaration publique extrêmement sévère, disant qu'il était tout à fait inadmissible que le sol panaméen soit utilisé pour entraîner une armée répressive. Le président Royo était sur une position correcte, une position du point de vue de la dignité nationale du Panama.

Nous pensons aussi que de tels abus ne doivent pas se produire. Avant tout autre chose, ils constituent une atteinte portée au Traité sur le canal que l'administration Carter a signé avec le gouvernement panaméen.

— Pour terminer, je voudrais te demander quelles sont les principales tâches pour le mouvement de solidarité avec le Salvador dans les prochains mois aux Etats-Unis et dans les autres pays ?

— Le Front démocratique révolutionnaire a souligné cinq tâches fondamentales pour le mouvement de solidarité en ce moment.

En tout premier lieu, il est important de dénoncer et de s'opposer aux risques croissants d'intervention militaire des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Salvador.

Deuxièmement, il faut continuer à dénoncer les violations des droits de l'homme au Salvador.

La troisième tâche de solidarité est de rendre public le problème des

réfugiés qui se développe au Salvador. En ce moment, nous en sommes déjà à 40 000 — que ce soient les personnes déplacées qui sont encore au Salvador ou celles qui ont gagné des pays limitrophes. Ces réfugiés doivent affronter des conditions de vie horribles et sont soumis aux abus des forces de sécurité. C'est un problème très très grave, qui s'amplifie de semaine en semaine. Rien que cette dernière semaine, une opération menée par l'armée dans la province du Morazan a abouti à faire fuir 2500 nouveaux réfugiés.

La quatrième tâche est de dénoncer la Junte militaire et de mon-



Ruben Zamora.

trer la véritable nature de ce gouvernement, d'expliquer que ce n'est pas un gouvernement centriste ni progressiste, mais qu'il s'agit d'un gouvernement contre-révolutionnaire, terroriste, d'extrême-droite.

Et, enfin, il y a la tâche de soutenir et de faire connaître l'action du Front démocratique révolutionnaire qui est l'expression de l'alliance large des secteurs sociaux démocratiques, gressiste, mais qu'il s'agit d'un gouvernement contre-révolutionnaire, terroriste et d'extrême droite. se apporter la stabilité, la paix et la justice à notre patrie. □

AUSTRALIE

Un vote contre l'austérité

AU cours des cinq années de gouvernement du Premier ministre australien Malcolm Fraser, à la tête de la coalition du Parti libéral (Liberal Party) avec le Parti national agrarien (National Country Party — NPC), le nombre officiel des chômeurs a doublé, atteignant le chiffre de 415 000, soit 6,3 % de la force de travail, tandis que les salaires réels ont baissé d'environ 10 %. Il n'était donc pas étonnant que les sondages réalisés au

cours des semaines précédant la date des élections fédérales d'octobre 1980 aient prévu la défaite des partis de la coalition bourgeoise et la victoire du Parti travailliste australien, le parti réformiste de masse qui s'appuie sur les syndicats. Les sondages reflétaient l'opposition des travailleurs australiens à la politique d'austérité du gouvernement Fraser.

Jim PARKER

Les élections du 18 octobre ont cependant reconduit la coalition LP-NCP, même si la majorité parlementaire dont elle dispose s'est réduite. Alors que les partis de la coalition bourgeoise n'ont recueilli que 46 % des voix, ils vont disposer de près de 60 % des sièges au Parlement. Cela tient à la sur-représentation — à deux contre un — des votes des régions rurales par rapport aux circonscriptions ouvrières des grandes agglomérations, généralement favorables au Parti travailliste.

Néanmoins, le vote a montré que la majorité des électeurs a rejeté la dure politique d'austérité des cinq dernières années. Le résultat électoral est un coup porté à la volonté de la bourgeoisie australienne de voir Fraser mener pour une nouvelle période de trois ans ses attaques extrêmement dures contre le mouvement syndical et les travailleurs. Cet avertissement a été perçu par la presse patronale puisque les éditoriaux, après les élections, enjoignaient Fraser de prendre la mesure de l'hostilité qu'avait soulevé contre son gouvernement la politique réactionnaire qu'il a défendue.

Alors que les sondages d'opinion effectués au début des quatre semaines de la campagne électorale créditaient le Parti travailliste d'une poussée de 15 %, les socio-démocrates n'ont finalement obtenu que le même pourcentage que la coalition gouvernementale, ce qui ne représente qu'un gain de 6 % par rapport aux précédentes élections fédérales de 1977.

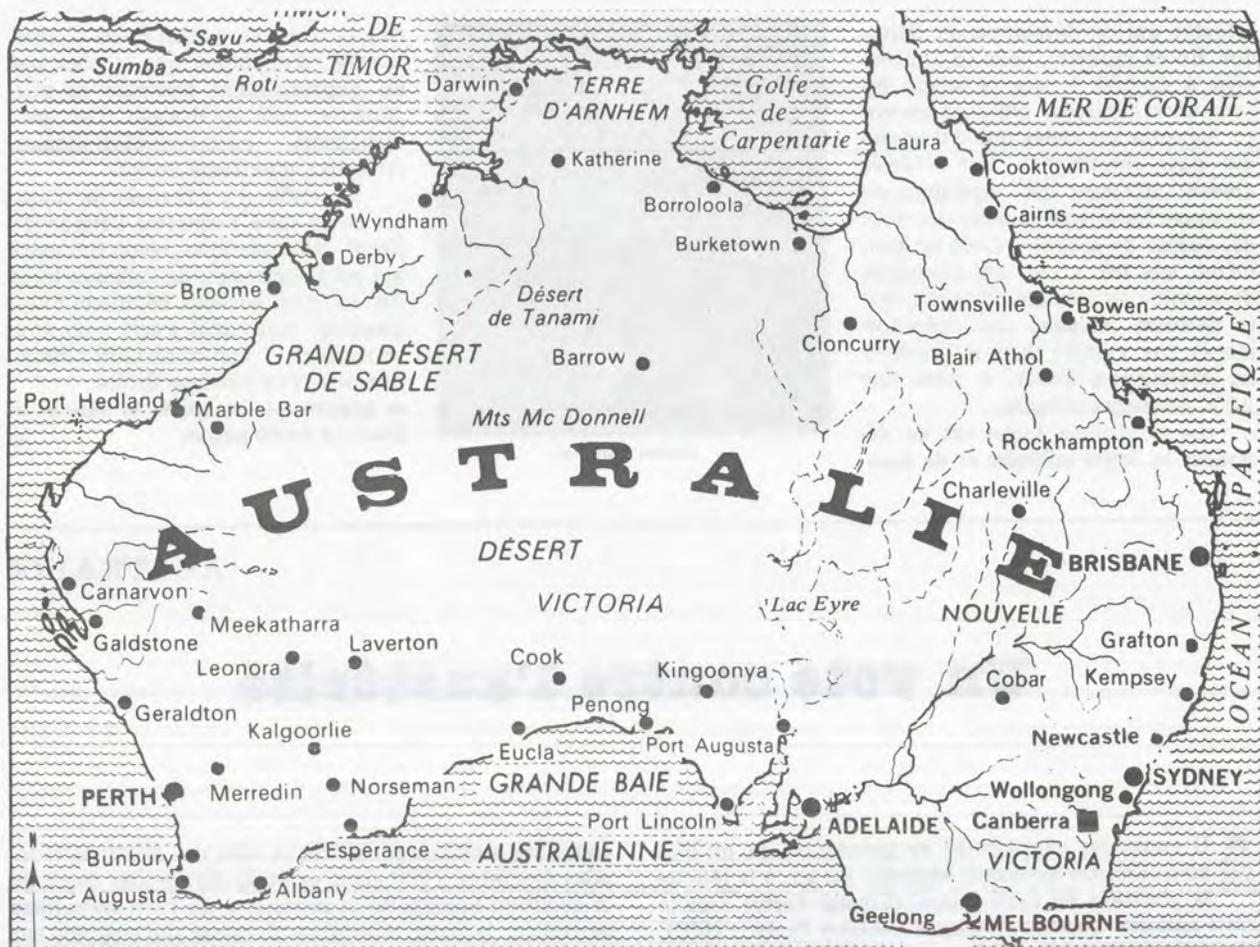
Cette poussée du Parti travailliste a été très différenciée selon les six Etats qui forment l'Australie ; elle a surtout été importante dans les Etats de l'Australie occidentale, ceux de Victoria et du Queensland où se sont déroulées d'importantes luttes ouvrières l'année dernière, et plus faible dans les Etats qui disposent de gouvernements locaux travaillistes (Tasmanie et Nouvelle-Galle du Sud) ainsi que dans l'Etat de l'Australie du Sud, où un gouvernement travailliste était au pouvoir jusqu'à l'année dernière. Cela reflète indubitablement la réaction populaire contre la politique droitiste et anti-ouvrière qui a été poursuivie par ces gouvernements travaillistes locaux.

La campagne électorale a été marquée par l'absence totale d'enthousiasme pour le Parti travailliste et ses dirigeants au sein de la classe

ouvrière. La raison en a été l'incapacité de la direction travailliste d'offrir aux travailleurs une véritable politique alternative face à la politique de la coalition LP-NCP favorable au grand capital. Le dirigeant travailliste Bill Hayden a en fait critiqué Fraser non pas sur les attaques menées contre la classe ouvrière, mais parce qu'il avait « relancé la lutte des classes ». Sur toutes les grandes questions en débat, la politique des dirigeants travaillistes était identique, voire même plus à droite que celle des partis bourgeois.

La coalition bourgeoise et la direction travailliste se sont opposées toutes deux à la campagne menée par les travailleurs de la métallurgie, des industries pétrolières et chimiques et de l'automobile pour la semaine de 35 heures. Bill Hayden a proposé un plan de création de 100 000 emplois seulement, alors que le chômage réel atteint le million. Encore ce plan consistait-il essentiellement en subventions au grand capital, c'est-à-dire qu'il proposait la même solution que les partis bourgeois.

Hayden a refusé de s'engager à ce qu'un gouvernement travailliste applique une stricte indexation des salaires sur l'indice des prix à la



consommation, et il a défendu le système d'indexation partielle mis en œuvre par le gouvernement Fraser. C'est grâce à ce système que les travailleurs ont perdu au moins 25 dollars (125 FF) sur leurs salaires réels hebdomadaires au cours des cinq dernières années. Il faut dire que ce sont les dirigeants travaillistes qui ont instauré les premiers ce système, lorsqu'ils étaient encore au gouvernement en 1974. Hayden a refusé de s'engager à ce qu'un gouvernement travailliste restaure le système de la *Medibank*, le système d'assurances médicales gratuites qui avait pourtant été introduit par le dernier gouvernement travailliste avant d'être aboli par Fraser. Les dirigeants travaillistes ont même critiqué Fraser pour ne pas avoir suffisamment augmenté le budget de la Défense.

Sa position sur la question des impôts sur les bénéficiaires ou la richesse a été caractéristique de la campagne du Parti travailliste. Alors que les propositions extrêmement vagues du *Labour* à ce sujet auraient laissé au patronat toute latitude pour se soustraire à cet impôt comme ils le font déjà avec l'impôt sur le revenu, les patrons l'ont utilisé contre le Parti travailliste en agitant le spectre qu'un tel impôt aurait pour conséquence que les travailleurs perdraient leurs maisons individuelles et que les petits commerçants allaient faire faillite. Les dirigeants travaillistes s'empres-

rent de capituler et d'annoncer qu'ils renonçaient à cet impôt. Cependant, la manière dont les dirigeants travaillistes agissent dans cette affaire permet à Fraser de se poser en défenseur de la maison individuelle du travailleur. La campagne électorale des travaillistes en 1980 a été de ce point de vue davantage marquée par l'engagement pusillanime de faire montre de responsabilité vis-à-vis de la bourgeoisie que les campagnes de 1975 et 1977.

Dans ce contexte, la campagne du Socialist Workers Party (section australienne de la IVe Internationale) a eu un bon impact auprès des militants ouvriers qui cherchaient à exprimer leur opposition à la politique conservatrice et pro-capitaliste de la direction travailliste. Le SWP a mené à cette occasion la plus importante campagne qu'il ait jamais faite, distribuant à plus d'un million d'exemplaires son matériel de propagande électorale. Le SWP, qui présentait des candidats dans neuf circonscriptions électorales, a fait campagne pour le retour au pouvoir d'un gouvernement travailliste, tout en développant ses propres positions politiques, et en expliquant quelles devraient être les tâches d'un tel gouvernement travailliste. La campagne du SWP de soutien critique au Parti travailliste s'est concentrée dans son mot d'ordre central : « Pour un gouvernement travailliste qui mène une politique socia-

liste ! » Les neuf candidats du SWP ont obtenu un total de 14 568 voix, c'est-à-dire une moyenne de 2,53 % des suffrages. Pour donner un élément de comparaison, le Parti communiste australien a obtenu 11 298 voix dans sept circonscriptions, soit un pourcentage de 2,48 %.

Le bilan que tire le SWP des résultats d'ensemble des élections australiennes a été résumé dans un article de Jim Mc Iroy publié dans le numéro du 22 octobre de *Direct Action*, l'hebdomadaire du SWP : « La politique conservatrice de la direction travailliste signifie que le combat que va devoir mener le mouvement syndical reste la clé pour faire avancer, au cours des prochaines années, les intérêts de la classe ouvrière. La forte poussée électorale contre Fraser signifie que la contre-offensive ouvrière qui a commencé à se développer en 1980 connaîtra une nouvelle impulsion en 1981. Le recul du gouvernement est d'abord le résultat de cette contre-offensive ouvrière qui a commencé cette année. 1980 a montré que le gouvernement Fraser pouvait être battu. La tâche qui attend le mouvement ouvrier maintenant, c'est de capitaliser les progrès qui ont été réalisés, y compris le recul infligé au gouvernement le 18 octobre, et de lancer en 1981 une offensive plus massive et mieux coordonnée contre le gouvernement et sa politique réactionnaire. » □

Le programme d'action du HKE pour combattre l'agression irakienne

LE Parti révolutionnaire des travailleurs iraniens (HKE) a rendu publiques ses propositions sur la manière dont les travailleurs iraniens peuvent le mieux combattre les attaques militaires irakiennes et les menaces de l'impérialisme américain. Dans le numéro de

Kargar, le journal du HKE, du 30 septembre, le HKE explique comment l'attaque irakienne est une réponse à l'impact qu'a eu la révolution iranienne auprès des masses travailleuses de la région.

1. La mobilisation militaire pour la défense de la révolution.

« *La victoire des révolutions socialistes au Vietnam et à Cuba a montré que la force sociale des masses laborieuses peut vaincre la supériorité militaire de l'impérialisme américain* » souligne le HKE.

Il appelle au renforcement des comités de quartiers, demande que les *pasdars* (gardiens de la révolution) entraînent la population au manie- ment des armes et que des unités militaires soient constituées dans les usines dans la perspective de la construction de l'« armée des vingt millions ».

Pour que les femmes puissent participer à la défense de la révolution, le HKE demande que des services tels que des garderies, des laveries publiques et des restaurants soient créés. Les paysans et les jeunes militants de la Croisade pour la reconstruction (active dans les campagnes) devraient être également organisés pour pouvoir prendre part à la mobilisation militaire et devraient se lier aux *shoras* (comités d'usine) ouvriers.

2. La mobilisation des forces productives dans tout le pays.

Le HKE réclame la nationalisation de toutes les principales industries et souligne que les capitalistes iraniens, en tant qu'agents de l'impérialisme, sont engagés dans le sabotage de la production. Les socialistes du HKE expliquent que le contrôle ouvrier doit être établi au travers de la centralisation des *shoras* ouvriers afin de planifier la production en fonction des besoins de la guerre.

Le HKE demande également que la terre soit distribuée aux paysans. « *Le paysan qui possède sa propre terre, explique le HKE, est totalement différent du paysan qui travaille pour le grand propriétaire. Le premier combat pour défendre sa terre et son pays alors que l'autre n'éprouve aucun intérêt à combattre pour le bénéfice d'un propriétaire terrien allié aux impérialistes.* » Le HKE appelle également à la constitu-

tion d'une banque unique dont les livres de comptes seraient ouverts aux représentants des *shoras* ouvriers et paysans.

3. La distribution équitable des biens de consommations et des approvisionnement pour le front.

« *Les riches et les classes supérieures qui disposent de meilleures ressources financières peuvent acheter des biens de consommation de première nécessité à des prix plus élevés, provoquant ainsi les queues et le marché noir,* écrit le HKE, le

ont dû tous supporter la suppression de leur droits par l'impérialisme au temps du régime Pahlavi » déclare le HKE. Celui-ci demande au gouvernement de reconnaître les droits nationaux et culturels des peuples de ces régions et lance un appel à l'unité de tous contre l'impérialisme. Le HKE souligne qu'en reconnaissant les droits nationaux des nationalités opprimés, un coup sera porté aux régimes réactionnaires de la région qui, d'une façon ou d'une autre, sont fondés sur l'oppression de leurs propres peuples.



résultat c'est que ce sont les travailleurs qui sont l'épine dorsale de cette révolution qui vont devoir affronter les privations. »

Le HKE réclame le rationnement des biens de première nécessité et leur distribution sur la base de cartes d'approvisionnement. Ce système devra être mis en place par les comités de quartier, en liaison avec les *shoras* des usines qui produisent ces biens. Les *shoras* devraient également proposer une planification de la distribution afin que le front soit approvisionné.

4. Défendre la révolution en reconnaissant les droits nationaux des nationalités opprimées.

« *Dans l'ouest de notre pays vivent nos frères et nos sœurs des nationalités arabe, kurde et azerie qui*

5. Pas de compromis avec l'impérialisme.

Le HKE se prononce en faveur d'une politique étrangère anti-impérialiste et sans compromis avec l'impérialisme et souligne comment l'occupation du « nid d'espions » US (l'ambassade) a porté un coup aux complots de l'impérialisme contre la révolution iranienne.

Le HKE explique comment « *la victoire de la révolution au Nicaragua et à Grenade, comment la lutte des opprimés, de la Palestine à l'Afrique du Sud, les combats des travailleurs nord-américains et de l'héroïque classe ouvrière polonaise n'enhardissent pas l'impérialisme dans ses menées, mais au contraire l'affaiblissent. C'est pour cela que tout compromis avec l'impérialisme doit être rejeté.* » □

Le bilan répressif de deux mois de dictature

DEUX mois après le coup d'Etat militaire en Turquie, le silence est total, dans l'ensemble de la presse occidentale, sur la situation dans ce pays. Les gouvernements européens, après avoir fait une déclaration de principe sur la nécessité d'un retour rapide à la démocratie, non seulement ont maintenu leurs relations politi-

ques, économiques et militaires avec la junte, mais ils ont décidé d'aider les militaires d'Ankara dans leur chasse aux opposants en instaurant des visas d'entrée dans presque tous les pays d'Europe. Ainsi, ceux qui auraient cru pouvoir s'échapper de Turquie pour fuir la répression se voient maintenant refoulés ou extradés.

Pierre CHARDIN

Le bilan de 2 mois de dictature militaire est lourd. Le quotidien turc *Milliyet* rapporte les chiffres officiels présentés par le général Saltik, secrétaire du Conseil national de sécurité : « Depuis le 12 septembre, 6 900 interpellations et 746 condamnations à des peines diverses dont 3 exécutions. »

La réalité est bien plus grave car il s'agit de plusieurs dizaines de milliers de Turcs et de Kurdes qui ont

vu se refermer sur eux les portes des prisons et des centres de regroupement. Toutes les nuits, l'armée encercler les *gecekondu* (les quartiers populaires des grandes villes), et procède à une fouille systématique maison par maison. La détention d'armes, de publications interdites ou simplement de littérature marxiste pourtant « légale », conduit immédiatement à l'arrestation.

Au Kurdistan, c'est en plein jour et avec les blindés que s'effectuent les opérations militaires pour lesquelles l'armée turque s'entraînait depuis plusieurs années. De nombreux villages sont cernés, investis, et toute la population est alors fouillée et inter-

rogée ; les hommes sont souvent gardés à vue plusieurs jours, pour l'exemple. Malheur à ceux qui ne parleraient pas convenablement le turc, car ce serait un signe évident de volonté subversive et séparatiste.

Deux mois après le coup d'Etat, ces arrestations continuent, comme l'indiquait une dépêche AFP du 7 novembre qui parlait de 600 arrestations.

Les militaires turcs ont expliqué qu'ils n'envisageaient pas une « législation d'exception dans le domaine pénal ». En effet, les lois scélérates de la République turque sont une arme suffisante entre les mains des cours de sûreté de l'Etat, des tribu-

Document :

ARTICLE 141 (MODIFIE)

1. Toute personne qui organise ou tente d'organiser, dans l'intention d'ériger la dictature d'une classe de la société sur d'autres classes sociales ou d'opprimer une classe sociale ou de détruire l'ordre fondamental du pays, des associations, sous quelles formes et quels noms que ce soit, ou qui règle, ou commande et dirige les activités d'une telle organisation ou donne des instructions, sera punie par 8 à 15 ans de réclusion.

Les personnes qui dirigent une de ces organisations — ou toutes — seront condamnées à mort.

2. Toute personne qui, dans l'intention de supprimer l'ordre politique et légal de l'Etat, organise ou tente d'organiser des accords, sous quelle forme et sous quels noms que ce soit, ou qui règle, ou commande et dirige les activités de telles associations, sera punie par 8 à 15 ans de réclusion.

3. Toute personne qui, dans une intention contrevenant aux principes républicains ou dans l'intention d'atteindre l'administration

de l'Etat par une personne ou des groupes de personnes opposées aux principes démocratiques, organise ou tente d'organiser des associations, ou qui règle ou commande et dirige les activités de telles organisations, ou donne des instructions, sera punie par 8 à 15 ans de réclusion.

4. Toute personne qui, pour des raisons racistes et dans l'intention d'abolir, en partie ou complètement, les droits publics garantis par la Constitution ou d'opprimer et d'affaiblir le sentiment national, organise ou tente d'organiser des associations, règle, ou commande et dirige les activités de telles organisations et donne des instructions sera punie par 1 à 3 ans de réclusion.

5. Toute personne participant à l'une de ces associations mentionnées aux alinéas 1, 2 et 3 de cet article, sera punie par 5 à 12 ans de réclusion. Toute personne participant à une des associations mentionnées à l'alinéa 4 de cet article sera punie par une peine de prison de 6 à 12 ans.

6. La peine de réclusion ou de prison, sera augmentée d'un tiers pour les personnes commettant les délits mentionnés aux alinéas précédents alors qu'ils occupent des fonctions de l'Etat ou des villes, dans des organisations économiques dont le capital appartient à l'Etat, en tout ou en partie, dans les syndicats, les associations de travailleurs ou dans des écoles, ou les commettent parmi les fonctionnaires, les employés et les membres de ces postes.

7. Selon les circonstances et les particularités de l'acte, la peine de mort peut être transformée en peine de réclusion d'au moins 10 ans, les peines de réclusion et de prison peuvent être réduites de moitié si l'auteur des délits nommés dans cet article dénonce, avant l'ouverture du procès, le crime ainsi que ses autres auteurs auprès des autorités compétentes. Une condition est cependant que cette dénonciation corresponde à la vérité.

8. Une des associations nommées dans cet article se forme par l'association de deux personnes ou plus ayant les mêmes intentions.

naux militaires et même des tribunaux civils. Le Code pénal turc, inspiré du Code pénal italien de Mussolini, contient en particulier les articles 141 et 142 qui sont directement dirigés contre le mouvement ouvrier et contre le mouvement national kurde.

D'après le quotidien britannique *Guardian*, Sadi Ozansu, assistant à la Faculté de sciences politiques d'Istanbul, a été condamné à sept ans et demi de prison, en vertu de l'article 142, pour avoir traduit en turc le livre d'Ernest Mandel *Introduction au marxisme*. Ozansu a fait appel de ce jugement. Depuis cinq ans, l'article 142 n'a pas été utilisé par les tribunaux. Derrière cette condamnation se profile celle de milliers de militants ouvriers turcs et kurdes. Il faut les faire libérer, il faut faire lever les inculpations.

De nombreux prisonniers, arrêtés avant le coup d'Etat, risquent aujourd'hui de nouvelles inculpations. Ainsi sont menacés les dirigeants de la confédération syndicale DISK, dissoute, en particulier de la fédération de la métallurgie (*Maden-Is*) et de la fédération des mineurs (*Yeraltimaden-Is*), des dirigeants des fédérations combattives du syndicat *Turk-Is* qui ont été dissoutes comme celle des ouvriers du pétrole (*Petrol-Is*) et de la fédération des ouvriers des ponts et



chaussées (*Yol-Is*). Les mêmes menaces pèsent contre les élus de nombreuses villes turques et kurdes, contre le maire de Fatsa, F. Sönmez, sauvagement torturé lors de son arrestation ; contre le maire d'Ankara, A. Dinçer, accusé de propagande communiste, de détention de publications illégales et de constitution d'organisation portant atteinte à la sûreté de l'Etat ; contre le maire d'Agri, U. Alpaslan, et contre le maire de Diyarbakir — la principale ville du Kurdistan —, M. Zana.

De nombreux détenus sont menacés par la détérioration des conditions de détention qui sont aggravées

par l'arrivée de l'hiver, comme Demir Küçükaydin, ancien responsable de la revue *Sosyalist*, enfermé à la prison de Nigde, ou le sociologue I. Besikci dont le cancer s'aggrave.

Le 7 novembre a commencé à Ankara un procès où les accusés soupçonnés d'appartenir à l'organisation « *Partizan* » risquent la peine de mort. Pour tous ceux-là, pour arracher à la prison et à la torture les prisonniers politiques turcs et kurdes, une campagne de solidarité internationale doit s'engager sans délai.

Le 10 novembre 1980.

Une législation répressive inspirée du Code pénal mussolinien

ARTICLE 142 (MODIFIE)

1. Toute personne qui, dans l'intention d'ériger la dictature d'une classe de la société sur une autre classe sociale ou de détruire une classe sociale ou de détruire l'ordre économique et social fondamental du pays ou de supprimer entièrement l'ordre politique et légal de l'Etat, fait de la propagande, sous quelle forme et sous quel nom que ce soit, sera punie par 5 à 10 ans de réclusion.
2. La même peine frappera celui qui fait de la propagande dans une intention d'atteindre l'administration de l'Etat par une personne ou un groupe de personnes opposées aux principes démocratiques.
3. Toute personne qui fait de la propagande sur quelle forme que ce soit pour des raisons racistes et dans l'intention d'abolir en partie ou complètement les droits publics garantis par la Constitution, ou d'affaiblir le sentiment national, sera punie par 1 à 3 ans de prison.
4. Toute personne louant les actions mentionnées aux alinéas

1 et 2 de cet article sera punie par 5 ans de réclusion. Dans le cas où il s'agit des actions mentionnées à l'alinéa 3 de cet article, la peine sera de 6 mois à 2 ans de prison.

5. La peine augmente d'un tiers pour qui commet les actions citées aux alinéas précédents parmi les personnes et dans les lieux nommés à l'alinéa 6 de l'article 141.

6. La peine augmentera de moitié si les actions mentionnées aux alinéas précédents ont été commises au moyen de publications.

7. Selon les circonstances et les particularités de l'action, les peines de réclusion et de prison peuvent être réduites d'un quart si un auteur des délits nommés dans cet article dénonce l'acte et ses auteurs auprès des autorités compétentes et si cette dénonciation correspond à la vérité.

ARTICLE 57 DE LA CONSTITUTION TURQUE

Les statuts, les programmes et l'activité des partis politiques doi-

vent correspondre aux idéaux, fondés sur les droits et les libertés de l'homme, de la République démocratique et laïque et à la norme fondamentale d'indivisibilité du territoire et du peuple de l'Etat. Les partis qui ne s'y tiennent pas, sont interdits à jamais.

PARAGRAPHE 89 DE LA LOI SUR LES PARTIS

Les partis politiques n'ont pas le droit d'affirmer qu'il existe à l'intérieur des frontières de la République de Turquie des minorités fondées sur des différences nationales, religieuses, culturelles ou linguistiques.

Les partis politiques n'ont pas le droit d'avoir pour but de créer par la protection, le développement ou la diffusion d'une autre langue ou culture que la turque, des minorités à l'intérieur des frontières de la République de Turquie et de porter préjudice à l'unité de la nation.

80 000 contre les missiles Cruise !

80 000 personnes ont manifesté le 26 octobre à Londres contre l'implantation de missiles à têtes nucléaires. A l'appel de la Campagne pour le désarmement nucléaire, la manifestation a été l'une des plus massives qu'ait connue la Grande-Bretagne depuis des années. Les manifestants ont défilé autour des slogans : « Pas de Cruise ! Pas de Trident ! »

Phil HEARSE

LA manifestation était officiellement soutenue par le Parti travailliste. Il y avait également un large éventail de manifestants venant du mouvement ouvrier, des groupes politiques, des antinucléaires ou des écologistes. On a surtout noté la présence des jeunes dans cette manifestation, qui représentait le point culminant d'une campagne de six mois contre la menace que constituent les nouveaux missiles. Des centaines de comités anti-missiles se sont constitués dans tout le pays.

Ces efforts se sont brusquement accélérés lorsque le congrès national du Parti travailliste a voté au début octobre contre l'implantation des *Cruise* et des *Trident*, ainsi que pour le désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. Ce vote a représenté une importante victoire de la gauche travailliste.

Le développement de cette campagne en Grande-Bretagne montre la conscience croissante qui existe du danger d'une guerre nucléaire. Les sommes énormes dépensées pour le programme *Trident* ont provoqué une véritable colère, mais c'est surtout la décision d'implanter les missiles *Cruise* en Grande-Bretagne qui a suscité une inquiétude particulière. Cela se rapporte à la stratégie de l'OTAN sur les guerres nucléaires « limitées à un théâtre d'opération ».

Alors que les relations entre les Etats-Unis et l'URSS se sont dégradées, un nombre croissant d'observateurs réactionnaires évoquent la possibilité de mener une guerre nucléaire « limitée à un théâtre d'opération » qui permettrait d'éviter d'en arriver à une guerre nucléaire généralisée. Le « théâtre d'opération » auquel on fait le plus souvent référence est l'Europe. Beaucoup de gens en Grande-Bretagne pensent que le pays est en train de devenir le « porte-avions » des Etats-Unis en Europe et,

Ces mots d'ordre font référence à la décision de l'OTAN d'implanter 162 missiles *Cruise* porteurs de têtes nucléaires en Grande-Bretagne. De plus, le gouvernement conservateur a décidé de dépenser plus de 6 milliards de livres pour acheter aux Etats-Unis des missiles nucléaires lançables à partir des sous-marins *Trident*.

partant, une cible de tout premier choix en cas de guerre nucléaire.

L'un des catalyseurs de la campagne anti-missiles en Grande-Bretagne a été constitué par les écrits de l'historien marxiste E. P. Thompson. Sa brochure *Protester et survivre* s'est vendue à plus de 40 000 exemplaires avant d'être rééditée sous forme de livre. En mai dernier, de concert avec la Fondation Bertrand Russel pour la paix, Thompson a lancé une campagne pour le désarmement nucléaire en Europe dont le but est une Europe libérée de toute arme nucléaire « de la Pologne au Portugal ». Au cours des six derniers mois, Thompson s'est adressé à de gigantesques meetings dans toute la Grande-Bretagne.

Alors que les fondateurs de la Campagne pour le désarmement nucléaire de l'Europe voulaient maintenir la balance égale entre les Etats-Unis et l'Union soviétique dans leur condamnation de la nouvelle course aux armements, dans de nombreux meetings, les socialistes ont expliqué, de la tribune ou de la salle, que l'installation des missiles *Cruise* fait partie de l'orientation belliciste de Washington, soutenue par le Premier ministre britannique Margaret Thatcher.

La campagne anti-missiles a eu des répercussions à tous les niveaux du mouvement ouvrier britannique. Le TGWU (Transport and General Workers Union — Syndicat des travailleurs des transports), fort de 1 750 000 membres, a récemment adhéré à la Campagne pour le désarmement nucléaire de l'Europe. Dans le AUEW (Amalgamated Union of Engineering Workers — Syndicat des travailleurs de la métallurgie et assimilés), la question des armements nucléaires est un des points en débat pour l'élection du nouveau président du syndicat. Le président sortant, le droitier Terry Duffy, soutient l'OTAN et les missiles, tandis que son opposant de gauche Bob Wright demande l'annulation de la décision d'implanter les missiles.

Le président pour la province du Yorkshire du National Union of Mineworkers (NUM — Syndicat national des mineurs), Arthur Scargill, soutient la campagne contre les missiles et contre toute forme d'énergie nucléaire. Les missiles ont également été au centre des débats pour la désignation du nouveau dirigeant du Parti travailliste. Le vainqueur, Michael Foot, a annoncé que, s'il devenait Premier ministre, il renverrait aux Etats-Unis les missiles *Cruise*.

L'un des principaux orateurs du rassemblement du 26 octobre a été le dirigeant de l'aile gauche travailliste, Tony Benn. Il a expliqué que le gouvernement était en train de réutiliser un vieux truc, qui consistait à dévier l'attention sur le prétendu ennemi extérieur pour faire oublier l'injustice qui règne ici. Il a expliqué qu'un futur gouvernement travailliste refuserait de fonder sa politique de défense sur l'arme atomique.

Les sympathisants du journal trotskyste britannique *Socialist Challenge* ont joué un rôle très important dans la campagne contre les missiles. A chaque étape de la campagne, ils ont montré comment la décision d'implanter les missiles en Grande-Bretagne était liée à la politique militariste du gouvernement américain.

Socialist Challenge a expliqué comment une opposition résolue aux missiles devait, en toute logique, aboutir au retrait de la Grande-Bretagne de l'OTAN, l'alliance militaire impérialiste qui est fondée sur l'utilisation des armes nucléaires. Ils ont aussi souligné le lien qui existait entre la lutte contre l'implantation des missiles et le soutien des révolutions en cours au Nicaragua et à Grenade, qui sont menacées par l'impérialisme américain. □